

SENAT DE BELGIQUE BELGISCHE SENAAAT

SESSION DE 1955-1956

ZITTING 1955-1956

SEANCE DU 1^{er} MARS 1956

VERGADERING VAN 1 MAART 1956

Rapport de la Commission des Affaires étrangères chargée d'examiner le projet de loi concernant le Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1956.
(Crédits : Affaires étrangères.)

Verslag van de Commissie van Buitenlandse Zaken belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de Begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel voor het dienstjaar 1956.
(Kredieten : Buitenlandse Zaken).

Présents : MM. GILLON, président ; CHOT, COULONVAUX, CRAEYBECKX, CROMMEN, de la VALLEE POUSSIN, DE WINTER, MOREAU de MELEN, MOTZ, Baron NOTHOMB, ROLIN, STRUYE et DEHOUSSE, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré quatre séances à l'examen du budget des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1956 (crédits Affaires étrangères proprement dits).

Ces séances ont eu lieu les 9, 16, 23 et 29 février 1956. Les deux premières se sont tenues en présence du Ministre des Affaires étrangères.

A la séance du 9 février, le Ministre a fait un large exposé de la situation internationale au seuil de l'exercice en cours. La Commission a décidé d'en donner un résumé en tête du présent rapport. Elle a également prié son rapporteur d'y joindre, chemin faisant, les échanges de vues et les remarques en relation directe avec l'exposé du Ministre, étant bien entendu que la démarcation entre les deux ordres de considérations serait nettement indiquée dans chaque cas.

La deuxième partie du rapport consiste, comme d'habitude, dans le relevé des questions qui ont été évoquées par des membres de la Commission

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

Uw Commissie heeft vier vergaderingen besteed aan de Begroting van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel voor het dienstjaar 1956 (eigenlijke kredieten van Buitenlandse Zaken).

Deze vergaderingen hadden plaats op 9, 16, 23 en 29 Februari 1956. De twee eerste werden gehouden in aanwezigheid van de Minister van Buitenlandse Zaken.

Ter vergadering van 9 Februari gaf de Minister een uitvoering overzicht van de internationale toestand op de drempel van het dienstjaar. De Commissie heeft besloten het in het begin van dit verslag samen te vatten. Zij verzocht haar verslaggever eveneens er tussendoor de meningen en opmerkingen in te verwerken, die direct verband houden met het betoog van de Minister, met dien verstande dat beide zaken telkens goed zouden worden uiteengehouden.

Het tweede gedeelte van het verslag bevat, zoals naar gewoonte, een opgave van de vragen die door de leden werden gesteld en die ook nu

R.A 5099

Voir :

Document du Sénat :

5-IX (Session de 1955-1956) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

R.A 5099

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-IX (Zitting 1955-1956) : Ontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

et qui sont, cette fois encore, assez nombreuses. Les réponses du Ministre ont été données au cours de la séance du 16 février. L'ensemble est réparti en deux groupes, selon une méthode qui tend à devenir de règle à la Commission :

A) Questions d'intérêt international ;

B) Questions intéressant spécialement la Belgique.

La troisième et dernière partie du rapport traite d'un problème particulier.

Sous la date du 30 novembre 1955, M. Guy Mollet, Président de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, a communiqué au Président du Sénat une recommandation (n° 84) adoptée par l'Assemblée Consultative le 25 octobre précédant et relative à la simplification des formalités de frontière pour les voyageurs. Le Président du Sénat a fait part de cette démarche à la Haute Assemblée lors de la séance publique du 6 décembre 1955. Sur sa proposition, le Sénat a décidé de transmettre les documents se référant à ce problème à la Commission des Affaires étrangères et de demander à celle-ci de formuler son avis sur la recommandation 84 dans son rapport sur le budget de 1956 (1).

C'est la raison pour laquelle ce problème très spécial trouve sa place à la fin du présent rapport.

I. — LA SITUATION POLITIQUE MONDIALE AU DEBUT DE 1956.

« A l'Ouest, rien de nouveau »... : c'est en ces termes que le Ministre des Affaires étrangères s'est exprimé pour introduire son exposé.

A ses yeux, la situation internationale ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le discours qu'il a prononcé à la Chambre des Représentants le 30 novembre 1955, lors de la discussion du présent budget (2).

C'est donc de ce moment qu'il fait partir le tableau qu'il brosse pour la Commission.

Les rapports entre l'Est et l'Ouest.

Dans ce domaine, deux événements sont survenus, mais qui n'apportent rien de neuf.

Le premier est la reprise de la correspondance entre le Maréchal Boulganine et le Président Eisenhower.

Le Ministre ne lui attribue qu'une valeur d'indication. C'est l'U.R.S.S., estime-t-il, qui continue

weer vrij talrijk zijn. De Minister heeft er ter vergadering van 16 Februari op geantwoord. Het geheel is in twee groepen ingedeeld, zoals het bijna de regel is geworden in de Commissie :

A) Internationale vraagstukken ;

B) Vraagstukken die voornamelijk België betreffen.

Het derde en laatste gedeelte van het verslag behandelt een bijzonder probleem.

Op 30 November 1955 heeft de h. Guy Mollet, Voorzitter van de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa, aan de Voorzitter van de Senaat een Aanbeveling (n° 84) gezonden, die de Raadgevende Vergadering de 25^{ste} October had aangenomen ter vereenvoudiging van de grensformaliteiten voor reizigers. De Voorzitter van de Senaat heeft daarvan aan de Hoge Vergadering kennis gegeven in openbare vergadering van 6 December 1955. Op zijn voorstel heeft de Senaat besloten, de desbetreffende stukken naar de Commissie van Buitenlandse Zaken te verzenden, met het verzoek over de Aanbeveling 84 advies uit te brengen in haar verslag over de Begroting voor 1956 (1).

Daarom wordt aan dit zeer speciaal vraagstuk aan het einde van dit verslag een plaats ingeruimd.

I. — DE INTERNATIONALE POLITIEKE TOESTAND BIJ HET BEGIN VAN 1956.

« Van het Westelijk front, geen nieuws »... Met deze woorden heeft de Minister van Buitenlandse Zaken zijn betoog ingeleid.

Volgens hem is de internationale toestand niet veel veranderd sinds de redevoering die hij op 30 November 1955 bij de bespreking van deze begroting in de Kamer der Volksvertegenwoordigers uitsprak (2).

Het beeld dat hij voor de Commissie schetst, neemt dan ook dat moment als uitgangspunt.

De betrekkingen tussen Oost en West.

Op dit gebied zijn twee gebeurtenissen te melden, die evenwel niets nieuws brengen.

De eerste is de hervatting van de briefwisseling tussen Maarschalk Boelganin en President Eisenhower.

De Minister ziet dit slechts als een aanduiding zonder meer. Naar zijn mening houdt de U.S.S.R.

(1) Sénat — Annales Parlementaires du 6 décembre 1955, p. 67.

(2) Annales Parlementaires, Chambres des Représentants, session 1955-1956, n° 10, pp. 15-23.

(1) Senaat — Handelingen dd. 6 December 1955, blz. 67.

(2) Handelingen, Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting 1955-1956, n° 10, blz. 15-23.

à avoir l'initiative de la politique étrangère à l'échelle mondiale. Il a l'impression aussi que ce pays tâte les uns après les autres tous les chaînons du N.A.T.O. afin de découvrir celui qui serait prêt à céder. La preuve en est l'allusion à la conclusion d'un traité d'amitié avec la France et avec la Grande-Bretagne, formulée dans la seconde lettre du Maréchal Boulganine. Des traités de ce genre ont naguère existé. S'ils ont disparu, c'est parce qu'ils ont été dénoncés par l'U.R.S.S., laquelle a presque réussi à le faire oublier... Comment expliquer dès lors qu'elle revienne aujourd'hui à la charge, si ce n'est avec l'intention de désarticuler le N.A.T.O. ?

Le second événement à retenir, selon le Ministre, est la récente réunion à Prague des pays du Pacte de Varsovie.

Ces pays sont en train d'édifier une Organisation qui est presque calquée sur le N.A.T.O. Dans le communiqué final de leur réunion, ils ont émis l'idée que la sécurité européenne pourrait être réalisée par le moyen d'un accord entre les deux organismes agissant comme entités.

Le Ministre se demande si cette idée a des chances de se concrétiser. Il répond par la négative dans les conditions stratégiques actuelles, ce qui l'amène à soulever le problème de l'unification de l'Allemagne.

Quelles sont, à l'heure présente, les perspectives de cette unification ?

A Prague, les pays du Pacte de Varsovie viennent de décider d'admettre la D.D.R. (Allemagne de l'Est) au sein de leur Organisation. Cette décision ne simplifie pas les choses. Bien au contraire, elle les complique. On n'aperçoit pas, en effet, comment les deux N.A.T.O. (s'il est permis de les dénommer ainsi) pourraient entrer en relations et engager des pourparlers alors que les Puissances occidentales ne reconnaissent pas l'Allemagne de l'Est...

L'U.R.S.S. reste en réalité favorable à une unification qui serait le fruit de négociations *entre les deux Allemagne*. Cette procédure peut conduire à la disparition de l'un des deux Gouvernements, de l'un des deux régimes. Elle dissimule donc un piège, mais elle peut tout aussi bien constituer le moyen le plus sûr d'éviter toute unification de l'Allemagne. D'aucuns prétendent d'ailleurs que tel est bien, en dernière analyse, l'objectif véritable de la politique soviétique.

Faudrait-il aller jusqu'à la neutralisation de l'Allemagne réunifiée ?

Le Ministre a toujours été et demeure un adversaire déterminé de cette solution. Elle entraînerait, dit-il, le retrait rapide des troupes américaines, qui

het initiatief van de buitenlandse politiek op het wereldplan nog steeds in handen. Hij heeft ook de indruk dat dit land de N.A.V.O.-ketting zorgvuldig betast, om te ontdekken welke schakel zou kunnen begeven. Het bewijs hiervoor is de zinspeling op een vriendschapsverdrag met Frankrijk en Groot-Brittannië in de tweede brief van Maarschalk Boelganin. Dergelijke verdragen bestonden nog voor kort. Dat zij niet meer bestaan, is te wijten aan de U.S.S.R., die ze heeft opgezegd en er haast in geslaagd is ze te doen vergeten... Hoe dan te verklaren dat zij er nu opnieuw mede voor de dag komt, tenzij met de bedoeling de N.A.V.O. te ontwrichten ?

De tweede gebeurtenis die de aandacht verdient is, volgens de Minister, de recente bijeenkomst, te Praag, van de landen van het Pact van Warschau.

Die landen zijn bezig een organisatie op te bouwen die van de N.A.V.O. is afgekeken. In hun slotcommuniqué hebben zij de gedachte geopperd dat de Europese veiligheid bezegeld zou kunnen worden door een akkoord tussen beide lichamen als zodanig.

De Minister vraagt zich af of deze gedachte kans heeft concrete vormen aan te nemen. Zijn antwoord luidt ontkennend in de huidige strategische omstandigheden, wat hem tot de Duitse eenwording brengt.

Wat zijn op dit ogenblik de perspectieven voor deze eenwording ?

Te Praag hebben de landen van het Pact van Warschau besloten de D.D.R. (Oost-Duitsland) in hun organisatie op te nemen. Dit besluit vereenvoudigt de zaken niet, integendeel. Men ziet immers niet in hoe de beide N.A.V.O.'s (indien wij ze zo mogen noemen) met elkaar in betrekking zouden kunnen treden en onderhandelingen aanknopen, terwijl de Westerse mogendheden Oost-Duitsland niet erkennen...

In werkelijkheid blijft de U.S.S.R. voorstander van eenwording voor zover dit de vrucht is van onderhandelingen *tussen Oost- en West-Duitsland*. Zulk een procedure kan leiden tot het verdwijnen van één van beide regeringen, van één van beide regeringsvormen. Er schuilt dus een valstrik in, maar zij kan evengoed het zekerste middel zijn *tegen* de Duitse eenwording. Sommigen beweren trouwens dat dit in laatste instantie wel het ware doel is van de Sovjetpolitiek.

Moet men gaan tot de neutralisatie van het herenigde Duitsland ?

De Minister was steeds en is nog een vastberaden tegenstander van deze oplossing. Zij zou, zegt hij, zeer spoedig leiden tot terugtrekking van

sont encore la meilleure sauvegarde de la sécurité européenne, et peut-être même celui des troupes britanniques.

Le seul élément qui pourrait modifier cette situation serait une transformation radicale dans la structure des armées. Celles-ci sont jusqu'à présent à base de forts contingents terrestres. Demain, il n'est pas exclu que le développement des grandes armes de destruction et celui des engins téléguidés fassent perdre à ces contingents une notable partie de leur utilité. S'il en était ainsi, l'idée d'un pacte de sécurité et la création de larges zones neutres pourraient devenir une possibilité à envisager. Mais nous n'en sommes pas là, cette perspective n'est encore qu'une hypothèse. Au surplus, il reste permis de se demander à quoi répondraient des zones neutres dans des conditions stratégiques caractérisées par une telle extension des moyens de guerre.

C'est pourquoi il n'apparaît pas qu'il y ait lieu de changer notre ligne politique à l'égard du problème allemand et de celui de la sécurité européenne.

Guerre ou paix ?

Le Ministre se défend de jouer au prophète. Cependant, les éléments d'appréciation qu'il possède l'autorisent à redire à la Commission ce qu'il a déjà dit bien des fois, à savoir qu'il ne croit pas à la guerre « dans un temps prévisible ».

Le monde, estime-t-il, se trouve pour l'instant dans une période d'équilibre des forces et d'équilibre du potentiel réciproque de destruction.

Peut-être même entre-t-il dans une phase nouvelle de l'histoire, une phase où la puissance des moyens de guerre finira par rendre les conflits impossibles. Le Ministre n'ignore pas que des thèses semblables ont déjà été professées à d'autres époques, chaque fois, pour ainsi dire, que de nouvelles armes particulièrement meurtrières ont été découvertes. Il est d'avis, néanmoins, qu'il n'y a pas d'assimilation possible entre les découvertes d'aujourd'hui et celles d'hier, donc entre notre époque et les précédentes.

Mais si le Ministre se sent rassuré en ce qui concerne les chances respectives de la guerre et de la paix, il est par contre profondément troublé lorsqu'il s'efforce de scruter l'avenir de l'Occident, et spécialement l'avenir de l'Europe.

Le monde occidental connaît en ce moment une phase de conjoncture économique extrêmement élevée. Elle fait illusion à certains, qui en arrivent à perdre de vue des perspectives préoccupantes et des symptômes évidents de déclin.

de Amerikaanse troepen, die nog steeds de beste beveiliging vormen voor Europa, en misschien zelfs van de Britse troepen.

Het enige wat deze toestand kan veranderen, ware een volslagen ommekeer in de legerstructuur, die tot dusver op een stevige landmacht berust. Het is niet uitgesloten dat deze eerlang grotendeels haar nut verliest door de ontwikkeling van de grote vernietigingswapens en van de geleide projectielen. In dat geval zou het idee van een veiligheidspact en het scheppen van ruime neutrale zones wel in overweging kunnen worden genomen. Zover zijn wij echter nog niet; dit vooruitzicht blijft vooralsnog een hypothese. Bovendien ware het dan nog de vraag wat neutrale zones strategisch te betekenen zouden hebben bij zulk een uitbreiding van de oorlogsmiddelen.

Derhalve schijnt er geen aanleiding te bestaan om onze politieke houding ten overstaan van het Duitse vraagstuk en van de Europese veiligheid te wijzigen.

Oorlog of vrede ?

De Minister wil niet de profeet spelen. Maar toch kan hij, op grond van de gegevens waarover hij beschikt, voor de Commissie herhalen wat hij reeds zo dikwijls heeft gezegd, namelijk dat hij niet gelooft aan een oorlog « binnen afzienbare tijd ».

De wereld leeft thans, naar zijn mening, in een periode van evenwicht in de wederzijdse machtsmiddelen en het wederzijdse vernielingspotentieel.

Wellicht treedt zij zelfs in een nieuwe fase van de geschiedenis, een fase waarin de overweldigende kracht der oorlogsmiddelen op de duur elk conflict onmogelijk zal maken. Het is de Minister niet onbekend dat deze opvatting vroeger ook reeds verkondigd werd, telkens, om zo te zeggen, wanneer een nieuw, bijzonder moordend wapen werd uitgevonden. Niettemin is hij van oordeel dat er geen gelijkstelling mogelijk is tussen de hedendaagse ontdekkingen en die van het verleden, dus tussen vroegere tijden en de onze.

Hoewel de Minister gerust is over de kansen van oorlog en vrede, voelt hij zich diep ontsteld wanneer hij de toekomst van het Westen, en vooral van Europa, tracht te doorgronden.

De Westerse wereld kent op dit ogenblik een uiterst hoge economische conjunctuur. Sommigen staren zich blind daarop en verliezen ondertussen enkele schaduwvlekken en duidelijke tekenen van verval uit het oog.

La tactique communiste est à ranger dans cette catégorie. Selon le Ministre, elle consiste actuellement et elle consistera dans les prochaines années à pousser au maximum l'industrialisation et le développement économique de l'U.R.S.S. Les dirigeants du Kremlin viennent de publier leur nouveau plan quinquennal. Ils se sont assigné un mot d'ordre : celui de rattraper, à l'expiration de ce délai, les pays occidentaux les plus avancés. Il ne s'agit bien entendu là que d'un programme, dont rien ne garantit qu'il sera absolument exécuté. Mais il est pénible de constater qu'aucun pays, aucun organisme européen n'a jusqu'ici rien de valable à lui opposer.

Le remède à cette situation ne peut cependant se trouver que dans une politique d'intégration européenne.

Observations.

A cet endroit de l'exposé du Ministre, des observations, à vrai dire fort différentes, ont été présentées par deux membres de la Commission.

1) A propos de la tactique communiste, un membre a fait remarquer qu'à son avis, celle-ci tendait, sous le signe de la « détente », à favoriser partout où c'est possible l'avènement de gouvernements de Front Populaire. La France et l'Italie sont, selon lui, spécialement visées, étant donné la place importante qu'elles occupent non seulement dans l'organisation européenne, mais dans l'organisation atlantique. Installer dans ces deux pays ou dans l'un d'entre eux, surtout la France, des gouvernements à participation communiste équivaldrait en fait à empêcher la relance européenne et à vider le N.A.T.O. de tout ou partie de sa substance.

Ce membre a dès lors déclaré ne se faire aucune illusion sur la politique de détente lancée par l'Union soviétique.

2) Un autre membre a vivement regretté que l'exposé du Ministre n'ait pas englobé les deux Conférences de Genève de 1955. Il a demandé, par lettre, l'inclusion dans le rapport des remarques qu'il aurait émises si ce sujet avait été abordé.

Selon ce membre, donc, la responsabilité de l'échec de Genève ne doit pas être entièrement imputées à l'U.R.S.S. Sur le plan économique comme sur le plan culturel, les positions de M. Molotov n'ont pas été aussi négatives que l'ont affirmé les communiqués occidentaux.

Ce membre comprend, d'autre part, qu'au souci du statut futur de l'Allemagne unifiée, les Soviétiques

De communistische tactiek moet daartoe gerekend worden. Volgens de Minister is zij en zal zij in de eerstkomende jaren gericht blijven op een zo ver mogelijk doorgedreven industrialisatie en economische ontwikkeling van de U.S.S.R. De leiders van het Kremlin hebben zopas hun nieuw vijf-jarenplan bekendgemaakt. Hun wachtwoord luidt : aan het einde van die termijn moeten de verst gevorderde Westerse landen ingehaald zijn. Weliswaar geldt het hier slechts een programma, en er is geen enkele waarborg dat het ten volle uitgevoerd zal worden. Het is evenwel pijnlijk te constateren dat geen enkel Europees land of lichaam er tot dusver iets van gelijke waarde tegenover kan stellen.

Ons heil is slechts te vinden in de Europese integratie.

Opmerkingen.

Bij dit gedeelte van de uiteenzetting van de Minister, worden door twee commissieleden bedenkingen gemaakt, die eigenlijk sterk uiteenliepen :

1) In verband met de communistische tactiek betoogde een lid dat deze er op aanstuurde om, in het teken van de « ontspanning », overal waar zulks mogelijk is, de samenstelling van volksfront-regeringen te bevorderen. Frankrijk en Italië zijn, volgens spreker, vooral de mikpunten, daar zij een belangrijke plaats innemen, niet alleen in de Europese, maar ook in de Atlantische organisatie. In deze twee landen, of in één er van, vooral Frankrijk, regeringen met communistische deelneming oprichten, zou er in feite op neerkomen, een hernieuwde Europese samenwerking te verhinderen en de N.A.V.O. geheel of ten dele uit te hollen.

Het lid verklaarde, zich dan ook geen illusies te maken over de ontspanningspolitiek van de Sovjet-Unie.

2) Een ander lid betreurde het ten eerste dat de Minister geen gewag had gemaakt van de twee conferenties van Genève in 1955 en heeft schriftelijk verzocht om de opmerkingen die hij in dat verband wilde formuleren, in het verslag op te nemen.

Volgens hem dan is de verantwoordelijkheid voor de mislukking van Genève niet geheel en al aan de U.S.S.R. toe te schrijven. Economisch zowel als cultureel was de houding van de h. Molotov niet zo negatief als in de Westerse communiqué's werd verklaard.

Dat lid begrijpt overigens dat de Sovjets, naast hun bezorgdheid over de toekomstige status

ques aient ajouté l'exigence de certaines garanties pour l'Allemagne de l'Est. S'il ne peut accepter certaines des formules avancées à cet égard, il ne considère pas le principe « comme déraisonnable en soi ». C'est là toutefois un problème purement allemand. Il faut donc souhaiter que le Gouvernement de Bonn fasse connaître ses intentions au sujet des nationalisations industrielles ou rurales.

Les négociations en cours.

Le Ministre des Affaires étrangères a indiqué à la Commission que son Département était engagé, à l'heure actuelle, dans trois négociations importantes.

La première a lieu avec l'Allemagne fédérale et a trait à la liquidation du contentieux belgo-allemand.

La deuxième concerne le problème des voies d'eau et nous y avons pour partenaire les Pays-Bas.

Enfin, la troisième, d'un caractère beaucoup plus large, se situe dans la ligne de la relance européenne.

Le contentieux belgo-allemand.

Sous cette rubrique prennent place une série de questions demeurées en suspens entre les deux pays depuis de longues années.

De ce nombre, sont la question des rectifications de frontière, la question des sources de la Vesdre, celle de la conclusion d'un accord culturel, etc.

Le Ministre en entretiendra la Commission dès que l'état des pourparlers le lui permettra.

Nos voies d'eau.

Le Ministre s'est exprimé sur ce sujet avec une prudence et une discrétion compréhensibles. Il n'a cependant pas dissimulé à la Commission qu'à son avis, le problème posé par la réalisation du plan Delta pourrait bien être, pour notre pays, d'une gravité exceptionnelle.

Les travaux doivent s'échelonner sur une période de 25 ans et entraîner des dépenses de l'ordre de 25 milliards de francs belges. Selon le Ministre, personne encore ne peut mesurer, avec une certitude absolue, les répercussions qu'ils sont susceptibles d'avoir sur la voie d'eau Anvers-Rhin et sur le régime même de l'Escaut.

Tous les bras de mer seront finalement fermés, sauf deux : l'Escaut lui-même et le Nieuwe Waterweg, qui donne accès à Rotterdam. Il s'ensuivra nécessairement une révolution dans le régime des

van het herenigde Duitsland, bepaalde waarborgen voor Oost-Duitsland hebben geëist. Al kan hij sommige van de voorgestane formules niet aanvaarden, toch acht hij het principe niet « onredelijk op zichzelf ». Dit is echter een zuiver Duits probleem. Het is dus te wensen dat de regering van Bonn haar plannen in verband met de industriële of landelijke nationalisaties zou kenbaar maken.

Onderhandelingen.

De Minister van Buitenlandse Zaken heeft aan de Commissie medegedeeld dat zijn Departement thans drie belangrijke onderhandelingen voert.

Allereerst met de Duitse Bondsrepubliek, in verband met de afwikkeling van de Belgisch-Duitse geschillen.

Vervolgens met Nederland, over het vraagstuk van de waterwegen.

En ten slotte, in een veel ruimer kader, over de nieuwe actie voor Europese eenheid.

De Belgisch-Duitse geschillen.

Onder deze rubriek vallen een aantal vraagstukken die sedert lange jaren tussen beide landen hangende zijn gebleven.

Hiertoe behoren onder meer de problemen in verband met de grenscorrecties, de bronnen van de Vesder, de afsluiting van een cultureel akkoord.

De Minister zal de Commissie hierover onderhouden zodra de stand van de onderhandelingen hem daartoe de mogelijkheid biedt.

Onze waterwegen.

De Minister was op dit punt voorzichtig en discreet, zoals begrijpelijk is. Hij heeft echter aan de Commissie niet verheeld dat, zijns inziens, de verwezenlijking van het Deltaplan voor ons land misschien wel een buitengewoon ernstig probleem kan doen rijzen.

De werken zullen 25 jaar duren en zowat 25 milliard Belgische frank aan uitgaven na zich slepen. Volgens de Minister kan niemand vooralsnog de mogelijke weerslag ervan op de Antwerpen-Rijnverbinding en zelfs op het regime van de Schelde met volstrekte zekerheid afmeten.

Alle zeearmen zullen uiteindelijk gesloten worden, op twee na : de Schelde zelf en de Nieuwe Waterweg, die toegang geeft tot Rotterdam. Dit zal noodzakelijk een ommekeer in waterregime te-

eaux. Celles-ci devront bien refluer quelque part, mais où ? Dans les deux chenaux demeurés ouverts ?

Face à pareille éventualité, il est clair que le Gouvernement a pour devoir de rechercher une solution qui concilie les préoccupations de nos amis néerlandais, légitimement soucieux de ne point voir se renouveler la catastrophe de 1953, et celles non moins légitimes de notre pays, pour qui l'Escaut est une artère vitale. Notre position juridique est d'ailleurs solide, souligne le Ministre. Quant à notre position politique, elle a été grandement facilitée jusqu'ici par les Pays-Bas, qui font preuve vis-à-vis de nous du meilleur esprit et qui nous tiennent largement au courant de leurs projets.

Nous avons pris, en outre, un certain nombre de précautions, notamment en attribuant au Ministère des Travaux publics des crédits qui doivent lui permettre d'étudier les incidences du plan Delta sur l'Escaut occidental.

Quoi qu'il en soit, la situation en présence de laquelle nous nous trouvons est de celles qui requièrent la plus extrême vigilance.

Une note, déclare le Ministre, est pour le moment en préparation au Département. Elle est destinée au Gouvernement de La Haye et portera sur l'ensemble du problème des voies d'eau. Le Ministre ne peut donc indiquer dès maintenant la ligne de conduite qu'il suivra, mais il tient à spécifier qu'outre le plan Delta, cette note traitera de la liaison Anvers-Rhin et du problème Gand-Terneuzen.

Un commissaire ayant fait remarquer à ce moment que la déclaration du Ministre ne mentionnait pas le bouchon de Lanaye, le Ministre lui a répondu que cette mention n'était plus nécessaire, le problème du bouchon de Lanaye « pouvant être considéré comme réglé ».

Un bref échange de vues s'est ensuite institué à propos de la note en cours d'élaboration et de son contenu. La Commission a été unanime à estimer pour l'instant, que le Ministre n'avait pas à préciser davantage ses positions.

La relance européenne.

Les 11 et 12 février, s'est tenue à Bruxelles une Conférence réunissant les six Ministres des Affaires étrangères de la C.E.C.A.

Cette Conférence a eu pour premier objet de faire le point, c'est-à-dire d'examiner où en sont les travaux du Comité intergouvernemental constitué à Messine l'été dernier et présidé par M. Spaak. Mais son principal intérêt a incontestablement

weegbrengen. Het water zal wel ergens heen moeten vloeien, doch waarheen ? Door de twee geulen die openblijven ?

Tegenover deze mogelijkheid heeft de Regering natuurlijk tot plicht een oplossing te zoeken die tegemoet komt aan het gewettigde streven van onze Nederlandse vrienden, om te voorkomen dat rampen als die van 1953 zich nog zouden voordoen, en aan het niet minder rechtmatig streven van ons land, dat in de Schelde een levensader ziet. Onze rechtspositie is trouwens stevig, zo zegt de Minister. Wat onze positie op politiek gebied betreft, deze werd tot dusverre ten zeerste vergemakkelijkt door de Nederlanders, die ten onzen opzichte blijk geven van de beste geestesgesteldheid en ons uitvoerig inlichten over hun plannen.

Verder hebben wij een aantal maatregelen genomen, onder meer door aan de Minister van Openbare Werken kredieten te verlenen om de weerslag van het Deltaplan op de Westerschelde te bestuderen.

Hoe ook, de toestand waarvoor wij ons bevinden, eist de grootste waakzaamheid.

De Minister verklaart dat het Departement een nota voorbereidt, die bestemd is voor de Regering van Den Haag en betrekking zal hebben op het vraagstuk van de waterwegen als geheel. De Minister kan dus nog niet zeggen welke gedragslijn hij zal volgen, doch hij wil er op wijzen dat die nota niet alleen het Deltaplan zal behandelen, maar ook de Antwerpen-Rijnverbinding, en het vraagstuk Gent-Terneuzen.

Een lid wijst er op, dat er in de verklaring van de Minister geen sprake is van de Stop van Ternaaen ; de Minister antwoordt dat dit niet meer nodig is, aangezien het vraagstuk van de Stop van Ternaaen « als geregeld kan worden beschouwd ».

Een korte gedachtenwisseling ontspon zich vervolgens over de nota die wordt voorbereid, en over de inhoud ervan. De Commissie was eenparig van oordeel dat de Minister voor het ogenblik zijn standpunt niet nader behoefde te bepalen.

Nieuwe actie voor Europese eenheid.

Op 11 en 12 Februari jl. had te Brussel een conferentie plaats van de zes Ministers van Buitenlandse Zaken van de E.G.K.S.

Het eerste doel van die Conferentie was de toestand te overzien, d.w.z. na te gaan hoe het stond met de werkzaamheden van het Intergouvernementeel Comité dat verleden zomer te Messina werd ingesteld onder voorzitterschap van de h. Spaak.

blement résidé dans l'étude de l'attitude à prendre à la veille de la session de l'O.E.C.E., les 28 et 29 février.

L'exposé du Ministre devant la Commission s'est placé *avant* la Conférence de Bruxelles comme avant la session de l'O.E.C.E. Le Ministre s'est dès lors borné à faire l'historique et l'analyse des thèses en présence.

Il a évoqué l'opposition de la Grande-Bretagne au projet d'Euratom et au projet de marché commun, conçus l'un et l'autre dans le cadre du Comité de Bruxelles. L'O.E.C.E. a été saisie par elle des deux questions et doit en débattre lors de sa prochaine session. Le travail qu'elle a préparé concernant l'énergie atomique part du même diagnostic que le Comité de Bruxelles, mais suggère des structures différentes pour l'organisation commune à édifier.

Le Ministre regrette la procédure employée par la Grande-Bretagne. Il se demande ce que peuvent bien signifier des mécanismes consultatifs tels que celui de l'U.E.O., base de l'Europe des Sept, si désormais le Royaume-Uni, qui y appartient tout comme nous, passe outre à leur application comme il vient de le faire dans le cas présent...

Le Ministre rappelle alors qu'à Messine, quatre groupes de problèmes avaient été retenus pour la poursuite de l'intégration européenne :

- 1° les transports ;
- 2° l'énergie classique ;
- 3° l'énergie nucléaire ;
- 4° le marché commun.

Le Comité de Bruxelles a constaté qu'il existait une coordination déjà fort poussée dans les deux premiers domaines et il ne s'y est pas particulièrement consacré. En revanche, il a accompli, dans le troisième et le quatrième, des travaux considérables qui ont d'ores et déjà abouti à une série de conclusions.

Euratom.

Les experts sont unanimes à penser que si l'Europe occidentale veut combler son retard sur les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne en matière d'énergie atomique, une organisation commune des efforts s'impose dans une large mesure.

Trois problèmes principaux sont à envisager dans cet ordre d'idées :

1) Tout d'abord, convient-il qu'Euratom soit basé sur l'idée de la limitation, à des fins pacifiques, de l'utilisation de l'énergie atomique ?

Maar haar grootste betekenis lag ontegenzegglijk hierin, dat zij heeft onderzocht welke houding diende aangenomen te worden op de vooravond van de zitting van de O.E.E.S., op 28 en 29 Februari.

De Minister hield zijn uiteenzetting in de Commissie vóór de Conferentie te Brussel, en vóór de zitting van de O.E.E.S. Hij gaf dan ook alleen een historisch overzicht en een ontleding van de verschillende theses.

Hij sprak van het verzet van Groot-Britannië tegen Euratom en tegen de gemeenschappelijke markt, twee plannen die in het kader van het Comité van Brussel ontworpen werden. Engeland heeft deze twee kwesties aanhangig gemaakt bij de O.E.E.S., die ze in haar eerstkomende zitting zal bespreken. De Britse ontwerpen in verband met de kernenergie gaan van dezelfde diagnose uit als het Comité van Brussel, doch stellen andere structuren in het vooruitzicht voor de gemeenschappelijk op te richten organisatie.

De Minister betreurt de Britse procedure. Hij vraagt zich af wat raadgevende organen als dat van de W.E.U., de grondslag van het Europa der Zeven Landen, nog betekenen, indien het Verenigd Koninkrijk, dat er, even goed als wij, toe behoort, ze voortaan links laat liggen, zoals nu gebeurd is...

De Minister herinnert er dan aan, dat te Messina vier grote vraagstukken aangehouden werden met het oog op een verdere integratie van Europa :

- 1° het vervoer ;
- 2° de klassieke energie ;
- 3° de kernenergie ;
- 4° de gemeenschappelijke markt.

Het Comité van Brussel heeft vastgesteld dat er een reeds vergevorderde coördinatie bestond op de twee eerstgenoemde gebieden en is er dan niet nader op ingegaan. Daarentegen heeft het voor punt drie en vier een omvangrijke arbeid geleverd, die reeds tot een aantal conclusies heeft geleid.

Euratom.

Alle deskundigen denken dat, indien West-Europa zijn achterstand op het stuk van de kernenergie wil inhalen op de Verenigde Staten, de U.S.S.R. en Groot-Britannië, een stevige bundeling van alle krachten geboden is.

In dit verband dient de aandacht te gaan naar drie voorname vragen :

1) Allereerst, of Euratom gegrond behoort te worden op het denkbeeld dat het gebruik der kernenergie tot vredesdoeleinden beperkt moet blijven.

On sait qu'il n'existe qu'une marge très faible entre l'utilisation pacifique et l'utilisation militaire. De toute manière, donc, cette marge ne pourrait être respectée que moyennant l'instauration d'un contrôle très sévère.

Mais le vrai problème n'est pas là. Il est de savoir s'il faut opter pour la limitation à des fins pacifiques et ensuite s'organiser en conséquence.

Ce problème est surtout important pour la France, que préoccupe son rang de grande Puissance, mais que la fabrication de la bombe atomique, par les ressources qu'elle exige, couperait peut-être d'intéressants développements pacifiques. En tout état de cause, il est permis de se demander si un traité qui *exclurait* d'avance l'utilisation militaire rencontrerait une majorité à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République.

Le Ministre note cependant que le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe, récemment fondé à l'initiative de M. Jean Monnet, vient d'adopter une déclaration formelle restreignant l'utilisation de l'énergie atomique aux seules fins pacifiques. Cette déclaration a été signée, entre autres, par M. Guy Mollet, qui est devenu depuis lors Président du Conseil.

Peut-être faudra-t-il rechercher une solution de compromis. Si c'est le cas, une formule à envisager serait, selon le Ministre, de stipuler qu'aucun pays ne peut faire de bombes que pour le compte de l'Euratom. L'essentiel est de proscrire l'unilatéralisme, avec tous les dangers qu'il comporte.

2) Convient-il d'instituer un lien entre la réalisation d'Euratom et celle du marché commun ?

Sur ce point, deux thèses se partagent les esprits... et les pays. Pour les uns, Euratom peut se réaliser sans que l'on s'engage à fond sur le marché commun. Pour les autres, au contraire, les deux problèmes doivent être soudés.

Un membre de la Commission a jugé ces divergences de vues fort graves. Il s'est enquis auprès du Ministre des répercussions qu'elles sont susceptibles d'avoir sur la politique de la Belgique vis-à-vis d'Euratom. Le Ministre a déclaré de la manière la plus nette que son avis a toujours été d'établir un lien entre Euratom et le marché commun. Il a précisé, dans la suite de son exposé, ce qu'il entendait exactement par là. Au préalable, la Commission lui a unanimement marqué son accord sur le *principe* de l'interdépendance des deux problèmes.

Zoals bekend, is er slechts weinig afstand tussen de aanwending voor vredes- en voor oorlogsdoeleinden. In ieder geval zal die afstand dus niet bewaard kunnen worden dan door een zeer strenge controle.

Maar daar ligt het eigenlijke probleem niet. De vraag is, of de beperking tot vredesdoeleinden de voorkeur verdient en of men dan alles hierop moet afstemmen.

Dit probleem is vooral van belang voor Frankrijk, dat zijn rang als grootmacht wil ophouden, maar in het vervaardigen van de atoombom zoveel van zijn middelen zou zien opgaan dat het wellicht van interessante vreedzame ontwikkelingen zou worden afgesneden. Hoe dan ook, het is de vraag of een verdrag dat het militair gebruik van te voren *zou uitsluiten*, een meerderheid zou vinden in de Nationale Vergadering en de Raad der Republiek.

De Minister wijst er evenwel op, dat het Actiecomité voor de Verenigde Staten van Europa, dat onlangs op initiatief van de h. Jean Monnet werd opgericht, zopas een uitdrukkelijke verklaring heeft aangenomen, waarbij het gebruik van kernenergie beperkt wordt tot vredesdoeleinden. Die verklaring werd o.m. ondertekend door de h. Guy Mollet, die inmiddels Minister-President is geworden.

Misschien dient er een compromisoplossing te worden gezocht. Komt deze er, dan zou het, volgens de Minister, wel een goede formule kunnen zijn te bepalen dat geen enkel land bommen mag maken tenzij voor rekening van Euratom. Hoofdzakelijk is dat elk unilateraal optreden, met al de gevaren daaraan verbonden, uit den boze wordt verklaard.

2) Moet er een band worden gelegd tussen de verwezenlijking van Euratom en die van de gemeenschappelijke markt ?

Op dit punt verdelen twee thesen de geesten... en de landen. Voor de enen kan Euratom tot stand komen zonder dat de gemeenschappelijke markt grondig aangepakt wordt. Voor de anderen moeten de twee problemen integendeel gekoppeld worden.

Een commissielid vond deze meningsverschillen zeer erg. Hij vroeg aan de Minister welke weerslag dit kon hebben op de Belgische politiek t.o.v. Euratom. De Minister verklaarde zeer nadrukkelijk dat hij steeds van oordeel is geweest dat er een band moest bestaan tussen Euratom en de gemeenschappelijke markt. Hij heeft verder in zijn uiteenzetting gezegd wat hij juist daarvoor verstond. Doch vooraf betuigde de Commissie hem eenparig haar instemming met het *begin* van de onderlinge afhankelijkheid van die twee vraagstukken.

Divers membres ont alors saisi l'occasion de ce débat pour interroger le Ministre au sujet de la position qui serait celle de la Belgique dans Euratom. Les traités qui lient la Belgique aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne ont été une fois de plus mis en cause. Non sans ironie, le Ministre a relevé qu'il trouvait aujourd'hui une sorte de revanche à défendre et à maintenir ces traités, naguère encore contestés par certains...

3) Troisième et dernier problème : la création d'Euratom signifiera-t-elle l'introduction du dirigisme dans le domaine de l'énergie atomique ?

Le Ministre estime que pour répondre à pareille question, il faut se garder de tout préjugé doctrinal. La vérité est que nous pénétrons dans un domaine absolument neuf où nous ne sommes liés par aucune théorie, par aucun précédent, par aucun droit acquis.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que les investissements à effectuer seront très élevés. L'initiative privée serait hors d'état d'en assumer la charge. Sinon, pourquoi ne l'a-t-elle pas assumée auparavant ?

Les tâches que l'on confiera à Euratom s'inspireront de ces considérations de pur fait. Elles n'ont donc rien à voir avec le problème du dirigisme en matière économique.

En conclusion, le Ministre a répété qu'il croyait le rapport élaboré par les experts de Bruxelles *valable*, pour autant, bien entendu, que les pays intéressés parviennent à surmonter les trois difficultés précitées.

Il a tenu à spécifier également, à propos du nombre de ces pays, que ce nombre n'était pas nécessairement fixé à six... Euratom sera une institution ouverte à tous ceux qui en accepteront le statut. Sans doute même pourra-t-on, comme à la C.E.C.A., prévoir deux catégories de Membres : les Membres ordinaires, titulaires de tous les droits et de tous les devoirs, et les Membres associés, liés seulement dans la mesure déterminée par des traités spéciaux.

Le marché commun.

Comme celle d'Euratom, l'étude de ce problème a été menée, explique le Ministre, en dehors de toute préoccupation idéologique. On a simplement invité les techniciens à rechercher les questions qui se posaient et à y suggérer des solutions. Si, pour faire aboutir celles-ci, des institutions sont indispensables, vous le direz, a-t-on ajouté.

Le Ministre estime que, de la sorte, on a réussi à éviter « la controverse sur les structures, qui a fait tant de mal à la C.E.D. ».

Verscheidene leden hebben dan de gelegenheid aangegrepen om aan de Minister te vragen wat de positie van België zal zijn in Euratom. De verdragen welke België aan de Verenigde Staten en Groot-Brittannië binden, kwamen andermaal te berde. Niet zonder ironie wees de Minister er op dat hij er een soort weerwraak in zag die verdragen thans te verdedigen en te handhaven, die onlangs nog door sommigen betwist werden...

3) Derde en laatste vraag : betekent de oprichting van Euratom dat het dirigisme zijn intrede doet op het gebied van de kernenergie ?

Ter beantwoording van zulk een vraag, zo zegt de Minister, dient men zich te hoeden voor elk doctrinaal vooroordeel. De waarheid is, dat wij ons hier op een geheel nieuw gebied begeven, waar geen theorie, geen precedent, geen verkregen recht ons bindt.

Evenmin mag uit het oog worden verloren dat er zeer hoge beleggingen nodig zullen zijn. Het privaat initiatief zal niet bij machte zijn om de last daarvan te dragen. Anders moest dit toch reeds vroeger gebeurd zijn.

De taken die voor Euratom weggelegd zijn, zullen gegrond zijn op deze louter feitelijke beschouwingen. Zij hebben dus niets te maken met geleide economie.

Tot besluit verklaarde de Minister dat hij het door de deskundigen te Brussel opgemaakte verslag als *deugdelijk* beschouwde, voor zover natuurlijk de betrokken landen de drie voornoemde moeilijkheden te boven kunnen komen.

In verband met het aantal landen vermeldde hij eveneens dat dit aantal niet noodzakelijk op zes was gesteld... Euratom zal openstaan voor allen die haar statuut willen aanvaarden. Zelfs is het mogelijk om, zoals bij de E.G.K.S., twee groepen van Leden toe te laten : de gewone leden, die alle rechten en alle verplichtingen hebben, en de geassocieerde leden, die slechts gebonden zijn in de mate bepaald door bijzondere verdragen.

De gemeenschappelijke markt.

Evenals Euratom, werd ook dit probleem bestudeerd buiten elke ideologische bedoeling om, verklaart de Minister. Men heeft deskundigen eenvoudig uitgenodigd om na te gaan wat de problemen waren en er een oplossing voor te suggereren. Indien er instellingen nodig zijn om ze door te drijven, moet u het zeggen, werd er aan toegevoegd.

De Minister is van oordeel dat men er aldus in geslaagd is de « twistvraag over de structuur, die de E.D.G. zoveel kwaad heeft berokkend », uit de weg te gaan.

Des études très fouillées ont ainsi vu le jour. Elles donneront naissance à un rapport établi sous la direction de M. Spaak. Ce rapport définira une conception d'un marché commun européen dont tous les éléments se tiendront.

Il est évidemment impossible d'examiner pareil rapport dans son ensemble. Néanmoins, le Ministre a voulu exposer à la Commission quelques-unes des idées maîtresses qu'il renfermera. Les voici sommairement énoncées :

1) Il saute aux yeux que l'on ne peut réaliser le marché commun du jour au lendemain et qu'un délai est nécessaire. Les experts l'ont évalué à 12 ans, se répartissant en trois étapes de 4 ans.

2) Ces étapes sont irréversibles, ce qui signifie qu'une fois l'adhésion au marché commun donnée, cette adhésion ne peut plus être remise en question.

Le Ministre voit là une condition *sine qua non* du marché commun, entreprise trop complexe et trop délicate pour pouvoir être contestée en cours de route.

Soit dit en passant, c'est aussi dans cet élément qu'il aperçoit le point de conciliation entre les thèses opposées au sujet de l'interdépendance Euratom — marché commun. Suivant le Ministre, la réalisation d'Euratom pourrait être décidée dès l'instant où il serait certain que la France donne sa nadhésion au marché commun, c'est-à-dire dès que la première étape serait amorcée.

3) Pour ce qui est de la construction même du marché commun, les experts ont eu à choisir entre le système de la zone de libre-échange et celui de l'Union économique. Ils se sont unanimement prononcés pour le second qui, entre autres avantages, possède celui d'être l'unique moyen d'arriver à une entente avec le G.A.T.T.

4) Dans le cadre général ainsi esquissé, il y aura lieu de procéder à une diminution progressive des droits de douane en même temps qu'à l'établissement de tarifs extérieurs à la Communauté.

Il faudra en outre résoudre les problèmes suivants : investissements, réadaptation, agriculture, distorsions, etc., sans parler des institutions.

Tous seront passés en revue dans le rapport, lequel brossera ainsi « le tableau d'un marché commun réalisable ».

Le Ministre ne sous-estime pas les difficultés de l'entreprise.

Une des plus graves viendra de l'impossibilité manifeste où l'on sera de prévoir toutes les périétés de son évolution. Il sera par conséquent

En zo zagen diepgaande studies het licht. Zij zullen het ontstaan geven van een verslag dat onder de leiding van de h. Spaak zal worden opgesteld en een samenhangende opvatting van de gemeenschappelijke Europese markt zal bepalen.

Het is natuurlijk niet te doen om een dergelijk verslag in zijn geheel te onderzoeken. Niettemin heeft de Minister aan de Commissie kennis willen geven van enige der hoofdgedachten waarop het berust. Zij volgen hier, bondig samengevat :

1) Het valt in het oog dat de gemeenschappelijke markt niet van vandaag tot morgen te verwezenlijken is, en dat een zekere tijd nodig is. De deskundigen schatten 12 jaar, in drie fazen van 4 jaar.

2) Die fazen zijn onherroepelijk, d.w.z. dat een toetreding tot de gemeenschappelijke markt niet meer ongedaan kan worden gemaakt.

De Minister acht dit een *conditio sine qua non* van de gemeenschappelijke markt, die een te ingewikkelde en kiese onderneming is om onderweg betwist te kunnen worden.

Terloops zij vermeld, dat hij hierin ook een mogelijkheid ziet om de tegenstellingen nopens de verhouding Euratom-gemeenschappelijke markt te overbruggen. Volgens de Minister zou tot de verwezenlijking van Euratom besloten kunnen worden zodra vaststaat dat Frankrijk toetreedt tot de gemeenschappelijke markt, d.w.z. zodra de eerste fase is ingeluid.

3) Wat de opbouw zelf van de gemeenschappelijke markt betreft, hadden de deskundigen te kiezen tussen vrijhandelszone en economische unie. Zij hebben zich eenparig uitgesproken voor de tweede oplossing, die onder andere dit voordeel heeft, dat ze het enige middel is om overeenstemming te bereiken met de G.A.T.T.

4) In dit algemene kader moet men de douanerechten geleidelijk verminderen en tegelijk de tarieven voor landen buiten de Gemeenschap vaststellen.

Bovendien moet een oplossing worden gevonden voor de volgende vraagstukken : investeringen, aanpassing, landbouw, scheefgetrokken verhoudingen, enz., zonder te spreken van de instellingen.

Al deze punten zullen aan de beurt komen in het verslag, dat aldus « het beeld van een mogelijke gemeenschappelijke markt » zal schetsen.

De Minister onderschat de moeilijkheden van deze onderneming niet.

Een van de grootste is de voor de hand liggende onmogelijkheid om al de wisselvalligheden van haar ontwikkeling te voorzien. In het verdrag

indispensable d'insérer dans le traité des clauses de sauvegarde. « Et qui dit clauses de sauvegarde, dit institutions », car il serait inadmissible de s'en remettre aux pays intéressés du soin de les faire jouer.

Les experts ont donc dû, en dernière analyse, envisager le problème des institutions. *Grosso modo*, on s'oriente vers une formule qui tiendrait de l'exécutif et du judiciaire et qui comporterait plusieurs instances. Cette pluralité provient du fait qu'il faudra permettre des appels, notamment si l'on adopte, pour les clauses de sauvegarde, le principe qui vient d'être énoncé.

Il importera d'établir aussi un contrôle parlementaire de l'organisme qui naîtra du traité. A qui le confier ? L'élection d'un Parlement européen au suffrage universel paraît prématurée au Ministre. D'autre part, « on ne peut non plus retourner devant les Parlements nationaux tous les quatre ans » (ce serait peut-être compromettre le passage d'une étape à l'autre) ni éparpiller en permanence des responsabilités entre six Parlements, dont cinq sont bicaméraux. Dans ces conditions, il a semblé que la solution la plus heureuse serait d'attribuer le contrôle à l'Assemblée Commune de la C.E.C.A. en élargissant sa compétence et aussi en augmentant le nombre de ses membres, qui serait triplé. De cette façon, on espère obtenir une participation plus active encore des Parlements nationaux à la vie européenne sans commettre d'exagération dans aucun sens.

Le Ministre s'attend à ce que, malgré les précautions prises et le raisonnement adopté, des objections soient une fois de plus articulées à l'encontre des « institutions ». Sa réponse est que pour éliminer ces dernières, il faudrait être assuré de pouvoir tout mettre dans le traité, ce qui est impossible.

II. — QUESTIONS POSEES PAR DES MEMBRES DE LA COMMISSION.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, ces questions sont réparties en deux groupes :

- A) Questions d'intérêt international ;
- B) Questions intéressant spécialement la Belgique.

A. — Questions d'intérêt international.

Elles sont, cette année, plus nombreuses que d'ordinaire. Le rapporteur a par conséquent cru

zullen derhalve beschermingsclausules moeten worden opgenomen. « En beschermingsmaatregelen gaan niet zonder instellingen », want het ware niet aannemelijk de zorg voor de toepassing aan de betrokken landen over te laten.

De deskundigen hebben dus per slot van rekening het vraagstuk van de instellingen moeten onder ogen zien. *Grosso modo* gaan wij naar een formule die ten dele van uitvoerende en ten dele van rechterlijke aard is en verscheidene instanties omvat. Deze verscheidenheid komt hieruit voort dat in hoger beroep moet worden voorzien, vooral wanneer ten aanzien van de beschermingsclausules het evengenoemde beginsel wordt aangenomen.

Het is ook van belang een parlementaire controle in te stellen op het lichaam, dat uit het verdrag zal voortspruiten. Aan wie moet zij worden opgedragen ? De verkiezing van een Europees Parlement bij algemeen stemrecht lijkt de Minister nog voorbarig. Aan de andere kant « kan men evenmin om de vier jaar voor de nationale parlementen verschijnen » (hierdoor zou de overgang van de ene faze naar de andere misschien in het gedrang komen), noch de verantwoordelijkheid blijvend versnipperen over de zes Parlementen, waarvan er vijf uit twee Kamers bestaan. Derhalve scheen de beste oplossing te zijn, de controle op te dragen aan de Gemeenschappelijke Vergadering van de E.G.K.S. De bevoegdheid van deze zou worden verruimd en haar ledental verdriedubbeld. Op die manier hoopt men een nog actiever deelneming van de nationale parlementen aan het Europese leven te verkrijgen, zonder in overdrijving te vervallen.

Niettegenstaande de genomen voorzorgsmaatregelen en de gevolgde redenering verwacht de Minister eens te meer bezwaren tegen de « instellingen ». Zijn antwoord is, dat de instellingen niet achterwege kunnen blijven, tenzij men de zekerheid heeft dat alles in het verdrag kan worden opgenomen, wat ondenkbaar is.

II. — VRAGEN VAN DE COMMISSIELEDEN.

Zoals gezegd, zijn die vragen ingedeeld in twee groepen :

- A) Vragen van internationale strekking ;
- B. Vragen die speciaal België betreffen.

A. — Vragen van internationale strekking.

Deze vragen zijn dit jaar talrijker dan gewoonlijk. De verslaggever heeft het derhalve nuttig

utile d'adopter une nouvelle méthode de classement, consistant à introduire deux sous-rubriques : *Monde* et *Organisation européenne*.

Monde.

Sept questions ont été soulevées. Elles ont porté sur les sujets suivants :

- 1) Nations Unies. L'anticolonialisme.
- 2) Cour internationale de Justice. Renouvellement, par la Belgique, de la déclaration de compétence obligatoire de la Cour.
- 3) Assistance aux pays sous-développés.
- 4) Listes prohibant la livraison de produits stratégiques.
- 5) Commerce avec la Chine communiste.
- 6) Reconnaissance du gouvernement de la Chine communiste.
- 7) Demande d'interdiction du parti communiste en Allemagne fédérale.

1) Nations Unies. — *L'anticolonialisme.*

Un commissaire a évoqué les incidents qui ont marqué la dernière session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. et qui ont eu trait à l'inscription, à l'ordre du jour, de la question algérienne. Il a félicité le Ministre des Affaires étrangères de l'attitude énergique qu'il a prise à cette occasion.

Ce membre a demandé également si en face de ce genre d'incidents, qui augmentent sans cesse en nombre et en importance aux Nations Unies, il ne conviendrait pas d'envisager la formation d'un front commun entre les Puissances qui administrent des territoires non autonomes ou des territoires sous tutelle.

Le Ministre a déclaré qu'il prenait bonne note de cette suggestion, mais que les pourparlers mêmes qu'elle impliquait ne le mettaient pas en mesure de fournir une réponse immédiate.

2) Cour internationale de Justice. — *Renouvellement, par la Belgique, de la déclaration de compétence obligatoire de la Cour.*

Deux membres de la Commission ont interrogé le Ministre sur le point de savoir où en est le renouvellement, par la Belgique, de la déclaration de compétence obligatoire prévue à l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice. Ils ont souhaité que ce renouvellement ait lieu le plus tôt possible et que notre déclaration soit conçue dans le même esprit libéral que par le passé.

Le Ministre a répondu qu'il en sera ainsi. S'il n'a pas arrêté sa position plus tôt, c'est parce qu'il ignorait la solution que recevrait le problème de la

geoordeeld een nieuwe indeling aan te nemen, nl. twee onderafdelingen in te voeren : *Wereldproblemen* en *Europese Organisatie*.

Wereldproblemen.

Hier werden zeven vragen gesteld. Zij hadden betrekking op de volgende onderwerpen :

- 1) Verenigde Naties. Antikolonialisme.
- 2) Internationaal Gerechtshof. Hernieuwing, door België, van de verklaring van verplichte bevoegdheid van het Hof.
- 3) Hulp aan onderontwikkelde landen.
- 4) Verbodsjijsten voor de levering van strategische producten.
- 5) Handel met Communistisch China.
- 6) Erkenning van de regering van Communistisch China.
- 7) Verzoek om de communistische partij in de Duitse Bondsrepubliek te verbieden.

1) Verenigde Naties. *Antikolonialisme.*

Een lid wees op de incidenten gedurende de jongste zitting van de Algemene Vergadering van de O.V.N. ingevolge het aan de orde stellen van de Algerijnse kwestie. Hij wenste de Minister van Buitenlandse Zaken geluk met de krachtvolle houding die hij bij die gelegenheid heeft aangenomen.

Het lid vroeg eveneens of, tegenover dit soort van incidenten, waarvan het aantal en de omvang in de Verenigde Naties voortdurend toenemen, de vorming van een gemeenschappelijk front van de Mogendheden die niet-autonome gebieden of trustschapsgebieden beheren, niet overwogen zou moeten worden.

De Minister verklaarde dat hij van die suggestie goede nota nam, doch dat de onderhandelingen die daartoe nodig zijn, een onmiddellijk antwoord uitsluiten.

2) Internationaal Gerechtshof. *Hernieuwing, door België, van de verklaring van de verplichte bevoegdheid van het Hof.*

Twee leden wensten van de Minister te vernemen hoe het staat met de hernieuwing, door België, van de verklaring van verplichte bevoegdheid, als bepaald in artikel 36 van het Statuut van het Internationaal Gerechtshof. Zij wensten dat die hernieuwing zo spoedig mogelijk zou plaats hebben en dat onze verklaring opgevat zou zijn in dezelfde liberale geest als vroeger.

De Minister antwoordde dat dit zal geschieden. Hij heeft zijn standpunt niet vroeger bepaald omdat hij nog niet wist welke oplossing zou wor-

révision de la Charte, figurant au programme de la récente Assemblée générale de l'O.N.U. Maintenant que la révision est en fait ajournée, notre déclaration peut être effectuée sans changement.

3) *Assistance aux pays sous-développés.*

4) *Listes prohibant la livraison de produits stratégiques.*

5) *Commerce avec la Chine communiste.*

Le Ministre a indiqué à la Commission que ces trois matières relèveront désormais de son collègue du Commerce extérieur.

En conséquence, les questions qui lui ont été adressées à leur propos ont été jointes à la discussion de ce dernier budget.

6) *Reconnaissance du gouvernement de la Chine communiste.*

Un commissaire s'est enquis de l'état actuel de ce problème. Il a rappelé que le Ministre s'était antérieurement prononcé dans un sens positif et il lui a demandé si et quand il envisageait de passer aux actes.

Le Ministre a maintenu sa manière de voir. Il continue à penser que la politique occidentale à l'égard de la Chine communiste devra être reconsidérée. Mais il estime aussi que cette politique fait partie d'un ensemble dont tous les éléments doivent être mis en balance. Nous devons tenir compte, en particulier, des services éminents que les Etats-Unis ne cessent de rendre à l'Europe.

Le Ministre n'est donc pas prêt à accomplir en ce moment le geste définitif.

7) *Demande d'interdiction du parti communiste en Allemagne fédérale.*

Un membre de la Commission a fait allusion à la demande d'interdiction du parti communiste, pendante devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Il a exprimé l'avis que si cette demande aboutissait, elle serait un obstacle majeur à des élections libres pour la réunification de l'Allemagne.

Le Ministre a fait observer à ce membre qu'il s'agit là d'une affaire purement allemande, dans laquelle il n'appartient pas à la Belgique de s'immiscer.

Son attitude se modifierait cependant si des élections libres venaient à être organisées dans toute l'Allemagne par voie d'accord international. En pareil cas, il est clair que le parti communiste devrait avoir la possibilité de s'exprimer partout. Le Ministre n'aurait alors aucune objection à soutenir cette thèse, mais ce ne serait sans doute pas nécessaire.

den gegeven aan de herziening van het Handvest, die voorkwam op het programma van de onlangs gehouden Algemene Vergadering van de O.V.N. Nu de herziening feitelijk is uitgesteld, kan onze verklaring ongewijzigd blijven.

3) *Hulp aan onderontwikkelde landen.*

4) *Verbodslijsten voor levering van strategische producten.*

5) *Handel met Communistisch China.*

De Minister wees er op, dat deze drie aangelegenheden voortaan tot de bevoegdheid van zijn collega van Buitenlandse Handel zullen behoren.

De desbetreffende vragen werden derhalve verbonden aan de begroting van Buitenlandse Handel.

6) *Erkenning van de regering van Communistisch China.*

Een lid wenste te vernemen hoe het hiermede staat. Hij herinnerde er aan dat de Minister zich vroeger gunstig had uitgelaten en vroeg hem of en, zo ja, wanneer hij tot daden zou overgaan.

De Minister verklaarde dat hij bij zijn zienswijze blijft. Hij denkt nog steeds dat het Westen zijn politiek ten overstaan van Communistisch China behoort te herzien. Maar hij beschouwt die politiek als een onderdeel van een ruimer geheel, waarvan alle bestanddelen in aanmerking genomen moeten worden. Wij dienen vooral rekening te houden met de uitstekende diensten welke de Verenigde Staten onophoudend aan Europa bewijzen.

De Minister is dus niet bereid om nu reeds een definitieve beslissing te nemen.

7) *Verzoek om de communistische partij in de Duitse Bondsrepubliek te verbieden.*

Een lid maakte gewag van het verzoek tot verbod van de communistische partij, dat thans ahangig is bij het Constitutionele Hof te Karlsruhe. Hij was van mening dat de inwilliging van dit verzoek een geweldige hinderpaal zou zijn voor het houden van vrije verkiezingen voor de Duitse hereniging.

De Minister wees er op, dat zulks een zuivere Duitse aangelegenheid is, waarmede België zich niet te bemoeien heeft.

Zijn houding zou echter anders worden, wanneer voor geheel Duitsland vrije verkiezingen zouden worden georganiseerd, krachtens een internationale overeenkomst. Het is duidelijk dat de communistische partij in zulk een geval overal aan het woord zou moeten kunnen komen. De Minister zou er dan niet tegen opzien deze thesis te verdedigen, maar het zou dan waarschijnlijk onnodig zijn.

Organisation européenne.

Quatre questions ont été retenues dans cet ordre d'idées :

- 8) Euratom.
- 9) Communauté culturelle européenne.
- 10) Agence de l'U.E.O. pour le contrôle des armements.
- 11) Négociations sur la Sarre et canalisation de la Moselle.

8) *Euratom.*

La Commission a réservé une large place à cette question, qui avait déjà fait l'objet de développements circonstanciés dans l'exposé du Ministre. Une partie de la séance du jeudi 9 février lui a été consacrée. La Commission y est encore revenue longuement dans sa séance du jeudi suivant 16.

La discussion eut lieu sur la base d'un canevas établi par un des commissaires :

I. — *Comment le gouvernement compte-t-il utiliser le traité belgo-américain sur l'uranium ?*

a) *L'Etat belge dispose-t-il de quantités suffisantes d'uranium pour en fournir à nos alliés de l'Europe occidentale ?*

b) *Si la Belgique peut produire des réacteurs de puissance, sera-t-elle autorisée à vendre, en dehors des Six, des réacteurs qu'elle construirait sous licence (avec fourniture de l'uranium nécessaire à la marche du réacteur) ?*

II. — *La Belgique peut-elle lier son accord au pool atomique à la construction d'une centrale de séparation d'isotopes dans le Bas-Congo ?*

L'organisme qui créerait pareille centrale pourrait-il être une institution purement belge ou devrait-il être une institution internationale ?

Pourrait-il être organisé sans un acte du Parlement ?

Le membre de la Commission qui a formulé ces questions les a fait précéder de quelques mots de commentaire.

Selon lui, notre traité avec les Etats-Unis nous assure à la fois des possibilités de vente d'uranium et des informations.

Cependant, lorsque la France nous a récemment demandé de l'uranium, nous lui aurions répondu que nous n'en avions pas. Pourquoi, dans ce cas, n'avons-nous pas poursuivi les prospections ? Il serait erroné de prétendre que l'Etat n'en a pas le pouvoir. La société coloniale en cause

Europese organisatie.

In het verband werd nader ingegaan op vier vragen :

- 8) Euratom.
- 9) De Europese cultuurgemeenschap.
- 10) Het W.-E.U.-agentschap voor bewapeningscontrole.
- 11) De onderhandelingen over de Saar en de kanalisatie van de Moezel.

8) *Euratom.*

De Commissie is lang blijven stilstaan bij deze aangelegenheid, waarover de Minister in zijn uiteenzetting reeds omstandig had gesproken. Een gedeelte van de vergadering van Donderdag 9 Februari werd er aan gewijd en de Commissie is er nog breedvoerig op teruggekomen in haar vergadering van Donderdag 16 Februari.

De bespreking verliep volgens een schema dat door een van de leden was opgesteld :

I. — *Hoe zal de regering gebruik maken van het Belgisch-Amerikaans uraniumverdrag ?*

a) *Beschikt de Belgische Staat over genoeg uranium om er aan onze Westeuropese bondgenoten te leveren ?*

b) *Zal België, ingeval het krachtige reactoren kan vervaardigen, aan andere landen dan de Zes, in licentie te bouwen reactoren mogen verkopen (met levering van het benodigde uranium) ?*

II. — *Kan België zijn toetreding tot de Atoompool verbinden aan de bouw aan een centrale voor isotopische splitsing in Beneden-Congo ?*

Zou het orgaan dat zulk een centrale zou bouwen, een zuiver Belgische instelling kunnen zijn of een internationaal karakter moeten dragen ?

Zou het ingesteld kunnen worden zonder een beslissing van het Parlement ?

Het lid dat deze vragen heeft gesteld, gaf vooraf enkele woorden toelichting.

Volgens hem geeft het verdrag met de Verenigde Staten ons de mogelijkheid uranium te verkopen en inlichtingen te verkrijgen.

Toen Frankrijk ons onlangs uranium vroeg, zouden wij echter geantwoord hebben dat wij er geen hadden. Waarom hebben wij dan de prospectie niet voortgezet ? Het ware verkeerd te beweren dat de Staat daar niet toe bevoegd was. De betrokken koloniale maatschappij is niet onaf-

n'est pas une société indépendante, le gouvernement est en mesure d'exercer une influence sur elle par le truchement de la Colonie, qui détient 40 % des titres.

Le même membre souhaiterait, d'autre part, que nous construisions chez nous des types de réacteurs sous licence américaine. Mais pour cela, il lui paraît indispensable que nous puissions en livrer en dehors des Six.

Après avoir entendu cette déclaration, la Commission s'est livrée à un échange de vues sur les diverses questions posées.

Le sentiment général est qu'avant de signer le traité instituant Euratom, deux opérations devront se dérouler, dont la première sera une discussion approfondie entre les Six sur le point de savoir comment chacun valorisera ses apports.

Les pays intéressés se trouvent à cet égard dans des situations fort différentes : la Belgique possède la matière première et le bénéfice de ses traités, la France a effectué certaines réalisations, etc. Il est à espérer que la Belgique obtiendra le siège d'un ou plusieurs organismes communs, par exemple le Centre de recherches nucléaires.

Pour ce qui est de l'usine de séparation d'isotopes, la Commission note qu'une des caractéristiques de l'enrichissement d'uranium est d'exiger une grande dépense d'énergie électrique. A première vue, la création d'une telle usine a donc des liens avec le plan d'électrification du Congo.

Une usine de récupération des matériaux employés pourrait, de son côté, être édiflée en Belgique.

Quand le problème de la valorisation des apports aura été réglé, notre pays devra se tourner vers ses partenaires américains et britanniques et entamer avec eux une négociation. Ce sera la seconde des opérations envisagées. Interrogé à son sujet par la Commission, le Ministre a exprimé sa conviction que toutes les parties y feront montre de bonne volonté.

Il y aura bien entendu des points délicats à résoudre. L'un de ceux-ci sera la couverture des besoins en uranium, dans le cadre d'Euratom, jusqu'en 1960. Le Ministre est toutefois optimiste à cet égard. Un autre point, plus difficile, sera de déterminer le sort des renseignements classifiés dont nous devons bénéficier jusqu'en 1965. Faudra-t-il ou non les verser dans le pool ? Dans l'affirmative, un jeu de compensations s'imposera, bien entendu.

La Commission en est venue ensuite à la vente de réacteurs en dehors des Six.

hankelijk, de regering kan haar beïnvloeden via de Kolonie, die 40 % van de aandelen bezit.

Hetzelfde lid wenst verder dat in ons land bepaalde typen van reactoren in Amerikaanse licentie zouden worden gebouwd. Maar dan zouden wij er ook aan andere landen dan de Zes moeten kunnen leveren.

Na deze verklaring kwam het in de Commissie tot een gedachtenwisseling over de gestelde vragen.

Het algemeen gevoel was, dat aan de ondertekening van het verdrag tot instelling van Euratom twee verrichtingen moeten voorafgaan, waarvan de eerste is een grondige bespreking onder de Zes over de vraag hoe ieder zijn inbreng zal valoriseren.

De betrokken landen verkeren hier in een zeer verschillende toestand : België heeft de grondstoffen en verdragen, Frankrijk heeft reeds bepaalde dingen tot stand gebracht, enz. Het is te hopen dat België de zetel zal verkrijgen van een of meer gemeenschappelijke organen, zoals b.v. het centrum voor kernonderzoek.

Wat de fabriek voor splitsing van isotopen betreft, noteert de Commissie dat in de uraniumverrijking zeer veel elektrische energie opgaat. Op het eerste gezicht ligt er aldus een band tussen de stichting van een dergelijke fabriek en het electrificatieplan van Congo.

Aan de andere kant zou een fabriek voor de terugwinning van oude materialen in België kunnen worden gebouwd.

Zodra de valorisatie van de inbreng geregeld is, zal ons land zich tot zijn Amerikaanse en Britse partners moeten wenden om te onderhandelen. Dit zal dan de tweede verrichting zijn. Hierover ondervraagd door de Commissie, heeft de Minister verklaard overtuigd te zijn dat alle partijen blijk zullen geven van goede wil.

Er zullen weliswaar kiese punten op te lossen zijn. Een daarvan is de uraniumvoorziening tot 1960, binnen het kader van Euratom. De Minister is te dien aanzien echter optimistisch. Een ander — en moeilijker — punt is het lot van de geclassificeerde inlichtingen die wij tot 1965 moeten ontvangen. Moeten die ook gepoold worden ? Zo ja, dan is er natuurlijk een compensatiestelsel nodig.

De Commissie kwam vervolgens tot de verkoop van reactoren aan andere landen dan de Zes.

Le Ministre a soutenu que, pour vendre des réacteurs, de l'uranium enrichi serait indispensable. Comme les Etats-Unis sont seuls à en posséder du côté occidental, on peut se demander s'ils en mettraient à notre disposition.

Tel n'est pas l'avis du membre qui avait soulevé la question et pour qui l'uranium ordinaire suffirait.

Tout en maintenant son point de vue, le Ministre a ajouté que de toute manière, il était opposé à la vente à d'autres pays sans un contrôle international.

Il se refuse également à laisser le plutonium entre les mains du secteur privé.

Le problème de la vente d'uranium à la France a alors retenu l'attention des commissaires. Ce problème en a fait naître un autre, dont ils ont discuté à nouveau : faut-il ou non que le traité établissant Euratom interdise l'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires ?

Les avis sur ce point sont partagés.

Une majorité des membres de la Commission estime, avec le Ministre, que la meilleure formule est de proscrire la fabrication unilatérale de bombes atomiques.

Par contre, d'autres commissaires considèrent qu'une interdiction aussi précaire aliénera des sympathies à Euratom. Ils croient aussi que la renonciation de l'Allemagne à la fabrication de la bombe atomique, renonciation qui est intervenue lors de la négociation des Accords de Paris en 1954 et qui est actuellement la seule de ce genre, ne pourra pas être maintenue si l'un ou l'autre membre entreprend cette fabrication, même sous contrôle international. Toute l'expérience des discriminations en matière d'armements est dans ce sens, précisent-ils. Dès lors, ils n'aperçoivent pas l'avantage qu'aurait la France à revendiquer le droit de fabriquer la bombe.

A quoi il leur est rétorqué que leur thèse à eux aboutit pour la France à un recul sur les Accords de Paris et que ce recul ne manquerait pas d'être souligné, devant le Parlement français, par les adversaires d'Euratom...

Aucun vote n'a eu lieu en Commission sur ces deux thèses.

Restait la dernière question reprise dans le canevas précité : caractère de l'organisme qui créerait la centrale de séparation d'isotopes.

La réponse y a été apportée par le Ministre. Cet organisme serait, bien entendu, un organisme

De Minister hield staande dat, om reactoren te verkopen, verrijkt uranium onmisbaar is. Daar aan Westelijke zijde alleen de Verenigde Staten er bezitten, is het de vraag of wij er ter beschikking zullen krijgen.

Dit is niet de mening van het lid dat de vraag gesteld had en volgens wie gewone uranium zou volstaan.

De Minister bleef op zijn standpunt, doch voegde er aan toe, dat hij in elk geval gekant was tegen de verkoop aan andere landen zonder internationale controle.

Hij weigert ook het plutonium in handen van de privé-sector te laten.

Het vraagstuk van de uraniumverkoop aan Frankrijk had vervolgens de aandacht van de commissieleden. Dit deed weer een ander probleem rijzen : moet het verdrag tot instelling van Euratom al dan niet het gebruik van de kernenergie voor militaire doeleinden verbieden ?

De meningen zijn hieromtrent verdeeld.

De meerderheid van de commissieleden acht het, met de Minister, de beste formule de eenzijdige vervaardiging van atoombomben te verbieden.

Andere commissieleden zijn van oordeel dat zulk een wankel verbod Euratom minder sympathiek zal maken. Zij menen ook dat Duitslands verbintenis om van de vervaardiging van de atoombom af te zien, die werd aangegaan bij de bespreking van de Akkoorden van Parijs in 1954 en die thans de enige van dat soort is, niet vol te houden is indien het een of ander lid atoombomben gaat maken, zelfs onder internationale controle. De ondervinding met de discriminaties inzake bewapening wijst dit uit, verklaren zij. Zij zien dan ook niet in, welk voordeel Frankrijk er zou bij hebben het recht op te eisen om de atoombom te vervaardigen.

Waarop hun tegengeworpen wordt, dat hun thesis voor Frankrijk een achteruitgang zou betekenen ten opzichte van de Akkoorden van Parijs en dat de tegenstanders van Euratom in het Franse Parlement de kans niet zouden laten voorbijgaan om dit aan de kaak te stellen...

Over deze twee theses kwam het in de Commissie niet tot een stemming.

Bleef dan nog de laatste vraag die vermeld is in vorenstaand schema : aard van het orgaan dat de centrale voor isotopische splitsing zal oprichten.

Het antwoord werd door de Minister gegeven. Dat orgaan zou, wel te verstaan, een Europees

européen. Comme il ferait partie du traité, il naittrait de l'approbation donnée par le Parlement belge à ce traité.

A cet endroit de la discussion, d'autres questions ont encore été abordées par divers commissaires.

L'un d'eux a prié le Ministre de l'éclairer au sujet des mesures de contrôle envisagées.

Le Ministre a commencé par rappeler qu'Euratom possède un droit d'option sur l'entièreté de l'uranium des six pays. Quand il a exercé ce droit, il met l'uranium ainsi acquis à la disposition des utilisateurs. Comment ? Par le moyen d'une opération dans laquelle le Ministre ne voit ni une location ni une vente (car elle comporte trop de servitudes), mais un contrat *sui generis* que les juristes participant aux négociations auront à définir avec grand soin. Le mécanisme comprendra des contrôleurs qui fonctionneront sur place et qui dresseront une véritable comptabilité des matières fissiles.

Que deviendront les brevets ?, demande un autre membre.

Selon le Ministre, il est question de leur appliquer, dans Euratom, la solution qui prévaut aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, c'est-à-dire de les mettre en commun moyennant rémunération pour leurs auteurs.

Le Congo belge est visé dans une ultime interrogation. Sera-t-il englobé expressément dans le traité ?

Le Ministre répond par l'affirmative, en ajoutant que cela découle de l'objectif même poursuivi par ce traité.

9) Communauté culturelle européenne.

Un membre de la Commission s'est enquis auprès du Ministre du sort que celui-ci compte réserver aux vœux adoptés en cette matière par une Conférence privée qui s'est réunie à Bruxelles les 13 et 14 janvier 1956. Il a souligné que cette Conférence méritait un intérêt particulier, étant donné qu'elle est le fruit d'une initiative prise par l'Intergroupe des Intérêts Intellectuels, constitué au sein du Sénat.

Le Ministre a annoncé qu'il a transmis les vœux en question au Secrétaire général de l'U.E.O., à Londres, et qu'il saisira le Conseil des Ministres de l'U.E.O. à sa prochaine réunion.

orgaan zijn. En daar het deel zou uitmaken van het verdrag, zou het geboren worden uit de goedkeuring van dat verdrag door het Belgische Parlement.

Hier werden nog enkele andere kwesties aangesneden door de commissieleden.

Een hunner verzocht de Minister om opheldering over de in uitzicht gestelde controlemaatregelen.

De Minister begon met er aan te herinneren dat Euratom een optierecht bezit voor al het uranium van de zes landen. Wanneer van dat recht gebruik is gemaakt, wordt het aldus verkregen uranium ter beschikking van de gebruikers gesteld. Hoe ? Door een verrichting waarin de Minister noch een verhuring, noch een verkoop ziet (want zij brengt te veel lasten met zich mede), maar een contract *sui generis* dat de juristen die aan de onderhandelingen deelnemen, zorgvuldig zullen te omschrijven hebben. Het mechanisme zal controleurs omvatten die ter plaatse zullen optreden en een ware boekhouding van de splitsbare stoffen zullen aanleggen.

Wat wordt er van de octrooien ? vraagt een ander lid.

Volgens de Minister is er sprake van, in Euratom de Amerikaanse en Britse oplossing toe te passen, n.l. ze gemeenschappelijk te exploiteren onder vergoeding voor de uitvinders.

Belgisch-Congo is het onderwerp van een laatste vraag. Zal Congo uitdrukkelijke mede in het verdrag worden opgenomen ?

De Minister antwoordt bevestigend en voegt er aan toe dat dit voortvloeit uit de opzet van het verdrag.

9) Europese Cultuurgemeenschap.

Een lid vroeg aan de Minister welk gevolg hij denkt te geven aan de wensen die ten deze aangenomen werden door een private Conferentie welke op 13 en 14 Januari 1956 te Brussel plaats had. Het lid wees er op, dat die Conferentie een bijzondere belangstelling verdient, aangezien zij de vrucht is van een initiatief van de Intergroep voor de Intellectuele Belangen, die in de Senaat is tot stand gekomen.

De Minister heeft medegedeeld dat hij die wensen heeft doorgezonden aan de Secretaris-generaal van de W.E.U. te Londen en ze op de eerste vergadering van de Raad van Ministers van de W.E.U. aanhangig zal maken.

10) *Agence de l'U.E.O. pour le contrôle des armements.*

Un membre a exprimé le désir que la Commission soit informée du fonctionnement et des activités de cette Agence.

A l'invitation du Ministre, une note a été établie à ce sujet par le Département des Affaires étrangères. Elle figure à l'annexe I au présent rapport.

11) *Négociations sur la Sarre et canalisation de la Moselle.*

Plusieurs commissaires sont attentifs au fait qu'au cours des négociations qui viennent de s'engager entre la France et l'Allemagne au sujet de la Sarre, le projet de canalisation de la Moselle a été à nouveau évoqué, et cette fois, semble-t-il, avec une insistance particulière.

Le Ministre a signalé à la Commission que le problème ne lui avait pas échappé. Dès avant la discussion du présent budget, il a fait savoir à Paris et à Bonn que la canalisation de la Moselle dépasse le cadre des relations bilatérales et intéresse divers pays d'Europe occidentale, parmi lesquels la Belgique.

Le Ministre croit que des notes semblables sont ou seront incessamment envoyées par les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et des Pays-Bas.

Un membre de la Commission est d'avis que la solution du problème devrait être recherchée dans le domaine des chemins de fer.

Un autre membre considère qu'il y a non pas un, mais deux problèmes : celui de la canalisation de la Moselle et celui de la canalisation de la Meuse jusqu'à Sedan. Il suggère qu'il soit fait appel, pour aider à les résoudre l'un et l'autre, à une intervention de la B.I.R.D.

Un troisième commissaire ajoute, à la canalisation de la Meuse jusqu'à Sedan, celle de ses affluents vers le bassin de Briey.

B. — *Questions intéressant spécialement la Belgique.*

Ces questions sont au nombre de trois :

- 1) Relations belgo-espagnoles.
- 2) Frontière belgo-allemande.
- 3) Situation linguistique au Département.

1) *Relations belgo-espagnoles.*

Un commissaire a tenu à se renseigner au sujet

10) *Agent'schap van de W.E.U. voor bewa-
peningscontrole.*

Een lid wenst dat de Commissie ingelicht zou worden over de inrichting en de werkzaamheden van bovengenoemd Agentschap.

Op uitnodiging van de Minister heeft het Departement van Binnenlandse Zaken hierover een nota opgesteld. Deze is in het verslag opgenomen als bijlage I.

11) *Onderhandelingen over de Saar en kana-
lisatie van de Moezel.*

Verscheidene commissieleden hebben opgemerkt dat, tijdens de onlangs aangeknoopte onderhandelingen tussen Frankrijk en Duitsland over de Saar, het ontwerp van kanalisatie van de Moezel andermaal te berde is gekomen en dat er ditmaal, naar het schijnt, een bijzondere nadruk werd op gelegd.

De Minister wees er op dat deze kwestie hem niet is ontgaan. Reeds vóór de bespreking van deze begroting had hij aan Parijs en Bonn laten weten dat de kanalisatie van de Moezel het raam van de bilaterale betrekkingen te buiten ging en dat tal van Westeuropese landen, met name België, er bij betrokken zijn.

De Minister gelooft dat de regeringen van het Groothertogdom Luxemburg en van Nederland soortgelijke nota's verzonden hebben of eerlang zullen verzenden.

Een lid is van mening dat de oplossing van het vraagstuk gezocht moet worden op het gebied van de spoorwegen.

Volgens een ander lid hebben wij hier niet met één, maar met twee problemen te doen : de kanalisatie van de Moezel en de kanalisatie van de Maas tot Sedan. Hij stelt voor dat, om de oplossing van beide vraagstukken te vergemakkelijken, een beroep zou worden gedaan op de I.B.W.O.

Een derde commissielid zegt dat niet alleen de Maas tot Sedan maar ook de bijrivieren van de Maas naar het Briey-bekken gekanaliseerd zouden moeten worden.

B. — *Vragen die speciaal België betreffen.*

Die vragen zijn ten getale van drie :

- 1) Betrekkingen tussen België en Spanje.
- 2) Belgisch-Duitse grens.
- 3) Taaltoestand op het Departement.

1) *Betrekkingen tussen België en Spanje.*

Een lid vroeg of er een terugslag te vrezen

de répercussions possibles des incidents qui ont récemment marqué ces relations.

Le Ministre s'est employé à le rassurer.

Les deux gouvernements, a-t-il indiqué, se sont appliqués à ramener le calme. Il y a simplement eu quelques articles défavorables dans la presse espagnole, mais ils sont demeurés sans lendemain. Un bateau belge a, d'autre part, été prié de s'abstenir de faire escale aux Baléares et s'est conformé à cette invitation.

Rien d'autre ne s'est produit.

2) *Frontière belgo-allemande.*

Un commissaire ayant réclamé des précisions au sujet du futur tracé de cette frontière, le Ministre a maintenu la position qu'il avait prise déjà dans son exposé introductif, à savoir qu'il lui est impossible d'entrer dans cette voie tant que les négociations belgo-allemandes ne sont pas terminées.

3) *Situation linguistique au Département.*

A l'initiative d'un membre de la Commission, un échange de vues a eu lieu sur cette question.

Le Ministre s'est déclaré prêt, si cela lui était demandé, à publier à nouveau des tableaux récapitulatifs. Mais à son avis, ces tableaux ne sont pas pertinents, car ils englobent une période où l'on ne faisait pas encore d'études supérieures en néerlandais.

Le recrutement importe beaucoup plus à ses yeux. L'essentiel est que l'on y respecte l'égalité entre les deux groupes linguistiques.

*
**

III. — AVIS DE LA COMMISSION SUR LA RECOMMANDATION 84, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE LE 25 OCTOBRE 1955, ET RELATIVE À LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DE FRONTIÈRE POUR LES VOYAGEURS.

L'historique des circonstances à la suite desquelles la Commission a été appelée à émettre son avis sur la recommandation 84 figure en tête du présent rapport.

Sous l'*annexe II*, on trouvera, d'autre part, les trois documents transmis à la Commission par le Président du Sénat, à savoir :

a) la lettre de M. Guy Mollet, Président de l'Assemblée Consultative, en date du 30 novembre 1955 ;

was van de incidenten die zich onlangs in die betrekkingen voordeden.

De Minister heeft zijn best gedaan om hem gerust te stellen.

Beide regeringen, verklaarde hij, hebben zich beijverd om de gemoederen te bedaren. Er zijn slechts enkele onvriendelijke artikelen verschenen in de Spaanse pers, doch daar is het bij gebleven. Verder werd een Belgisch schip verzocht de Balearen niet aan te doen, en aan dit verzoek werd gevolg gegeven.

Verder is er niets gebeurd.

2) *Belgisch-Duitse grens.*

Een lid vroeg nadere inlichtingen over het toekomstig tracé van die grens. De Minister bleef op het standpunt dat hij ingenomen had bij zijn inleidende uiteenzetting, namelijk dat het hem onmogelijk is die weg op te gaan zolang de Belgisch-Duitse onderhandelingen duren.

3) *Taaltoestand op het Departement.*

Op initiatief van een lid vond hierover een gedachtenwisseling plaats.

De Minister verklaarde zich bereid, indien het hem gevraagd werd, opnieuw overzichtstabellen te publiceren. Doch naar zijn mening zijn die tabellen niet ter zake dienend, omdat zij betrekking hebben op een periode toen er nog geen hogere studiën in het Nederlands gedaan werden.

In zijn ogen heeft de werving veel meer belang. Hoofdzaak is, dat de gelijkheid tussen de beide taalgroepen geëerbiedigd wordt.

*
**

III. — ADVIES VAN DE COMMISSIE OVER DE OP 25 OCTOBER 1955 DOOR DE RAADGEVENDE VERGADERING VAN DE RAAD VAN EUROPA AANGENOMEN AANBEVELING 84 NOPENS DE VEREENVOUDIGING VAN DE GRENS-FORMALITEITEN VOOR REIZIGERS.

De omstandigheden waarin aan de Commissie advies werd gevraagd over de aanbeveling 84, zijn in de aanhef van dit verslag geschetst.

In *bijlage II* zal men de drie stukken aantreffen, die de Voorzitter van de Senaat aan de Commissie heeft voorgelegd, nl. :

a) de brief dd. 30 November 1955 van de h. Guy Mollet, Voorzitter van de Raadgevende Vergadering ;

b) le rapport de la Commission des questions juridiques et administratives de la susdite Assemblée sur la communication du Comité des Ministres relative à la simplification des formalités de frontière ;

c) le texte de la recommandation 84 (version française).

Comme l'indique M. Guy Mollet dans sa lettre précitée, c'est la nature des questions traitées dans la recommandation 84 qui a déterminé l'Assemblée Consultative à porter cette recommandation à la connaissance des Parlements des Etats Membres du Conseil de l'Europe. L'Assemblée a entendu protester ainsi contre le traitement réservé par le Comité des Ministres à ses recommandations antérieures (n^{os} 51 et 59) sur le même sujet. Le rapport de sa Commission des questions juridiques et administratives contient d'ailleurs, dans son paragraphe 10, un appel non déguisé à une action parlementaire dans chaque Etat Membre en vue de faire triompher les thèses soutenues dans la recommandation 84.

La Commission des Affaires étrangères a examiné ces divers documents, et en particulier le rapport précité, avec le plus grand intérêt et une très vive sympathie. Elle ne voit rigoureusement rien à ajouter ou à retoucher à ce rapport et à la recommandation, documents qui sont tous deux d'une pertinence impressionnante.

Elle a dès lors décidé de prier son rapporteur d'exposer son sentiment à la tribune et d'insister auprès du Ministre pour qu'il use de toute son influence au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et, à *fortiori*, auprès des Délégués des Ministres afin d'obtenir que satisfaction soit accordée aux vœux si excellemment formulés par l'Assemblée Consultative.

**

Le projet de loi a été adopté par 9 voix contre 3 et 3 abstentions.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,
F. DEHOUSSE.

Le Président,
R. GILLON.

b) het verslag van de Commissie voor juridische en administratieve aangelegenheden van de vorengenoemde Vergadering, over de mededeling van het Comité van Ministers betreffende de vereenvoudiging van de grensformaliteiten ;

c) de tekst van de aanbeveling 84 (Nederlandse vertaling).

Zoals de h. Guy Mollet in zijn vorenbedoeld schrijven betoogt, heeft de Raadgevende Vergadering, ter wille van de aard van de in de aanbeveling 84 behandelde aangelegenheden, besloten ze ter kennis te brengen van de Parlementen van de aangesloten landen van de Raad van Europa. De Vergadering heeft zodoende willen protesteren tegen de wijze waarop het Comité van Ministers haar vroegere aanbevelingen betreffende dezelfde zaak (n^{os} 51 en 59) heeft behandeld. In het verslag van haar Commissie voor juridische en administratieve aangelegenheden is trouwens, onder paragraaf 10, een onverholven oproep vervat tot een parlementaire actie in elk aangesloten land om de in de aanbeveling 84 verdedigde theses te doen zegevieren.

De Commissie van Buitenlandse Zaken heeft die stukken, en inzonderheid het vorengenoemde verslag, met de grootste belangstelling en sympathie onderzocht. Zij heeft aan dat verslag en die aanbeveling hoegenaamd niets toe te voegen of te veranderen, omdat beide stukken van een indrukwekkende gegrondheid zijn.

Zij heeft dan ook besloten haar verslaggever te verzoeken zijn zienswijze op het spreekgestoelte uiteen te zetten en er bij de Minister op aan te dringen dat hij in het Comité van Ministers van de Raad van Europa en *a fortiori* bij de plaatsvervangers Ministers, al zijn invloed zal aanwenden om te bereiken dat aan de zo uitstekend geformuleerde wensen van de Raadgevende Vergadering tegemoet zou worden gekomen.

**

Het wetsontwerp is aangenomen met 9 tegen 3 stemmen bij 3 onthoudingen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
F. DEHOUSSE.

De Voorzitter,
R. GILLON.

ANNEXE I

*Agence de l'Union de l'Europe occidentale
pour le contrôle des armements.*

Le Protocole n° IV des Accords de Paris, du 23 octobre 1954, prévoit la création de l'Agence de l'Union de l'Europe Occidentale pour le contrôle des armements. Pour mémoire, les tâches de l'Agence sont les suivantes :

a) S'assurer que les engagements pris par la République Fédérale Allemande de ne pas fabriquer certains types d'armements (c'est-à-dire les armes atomiques, biologiques et chimiques, engins à longue portée, engins guidés et mines à influence) sont respectés ;

b) Contrôler d'une manière générale les niveaux des stocks d'armements détenus par chaque Etat membre de l'U.E.O. sur le continent européen. Ce contrôle s'appliquera à la production et aux importations dans la mesure nécessaire pour rendre effectif le contrôle des stocks.

Il s'agit de certaines catégories d'armements spécifiées par l'Annexe 4 du Protocole n° III des Accords de Paris, c'est-à-dire, outre les armes atomiques, biologiques et chimiques, tous engins guidés, mines de tous types, chars de combat, navires de guerre, avions, etc...

Pour ce faire, l'Agence effectuera sur le continent européen des sondages, visites et inspections dans les usines, les dépôts et auprès des forces autres que les dépôts et les forces sous l'autorité de l'OTAN.

Lors de sa séance du 14 décembre 1955, le Conseil des Ministres de l'U.E.O. a autorisé l'Agence à adresser dès le début de 1956, aux différents Gouvernements, un questionnaire relatif aux quantités totales des armements qu'ils détiennent et aux programmes destinés à accroître les stocks existants.

Dès que les réponses à ces questionnaires seront parvenus à l'Agence, celle-ci sera en mesure d'effectuer un contrôle « sur pièces », c'est-à-dire sur documents.

Par contre, les contrôles « sur place » s'effectuant par visites, sondages et inspections, restent subordonnées à l'accomplissement de certaines conditions préalables.

BIJLAGE I

*Het Agentschap van de West-Europese Unie
voor het toezicht op de bewapening.*

Het Protocol n° IV bij de Akkoorden van Parijs van 23 October 1954 voorziet in de instelling van het Agentschap van de West-Europese Unie voor het toezicht op de bewapening. De opdrachten van het Agentschap zijn de volgende :

a) zich er van vergewissen dat de verbintenissen in acht worden genomen die de Duitse Bondsrepubliek heeft aangegaan om sommige wapens (d.w.z. atoomwapens, biologische en chemische wapens, projectielen voor lange afstand, geleide projectielen, magnetische en acoustische mijnen) niet te vervaardigen ;

b) een algemeen toezicht uitoefenen op de grootte van de door ieder lid van de West-Europese Unie op het vasteland van Europa in voorraad gehouden hoeveelheden wapens. Dit toezicht strekt zich uit tot de productie en de invoer voor zover nodig om het toezicht op de voorraden doeltreffend te doen zijn.

Het gaat hier om bepaalde categorieën van wapens die nader zijn omschreven in Bijlage 4 van het Protocol n° III bij de Akkoorden van Parijs, d.w.z., benevens de atoomwapens en de biologische en chemische wapens, alle geleide projectielen, alle typen van mijnen, tanks, oorlogsschepen, vliegtuigen, enz...

Daartoe zal het Agentschap op het vasteland van Europa steekproeven en inspecties uitvoeren bij, en bezoeken brengen aan fabrieken, depots en troepen, met uitzondering van depots en troepen onder gezag van de N.A.V.O.

Tijdens zijn vergadering van 14 December 1955 heeft het Comité van Ministers van de W.E.U. het Agentschap gemachtigd begin 1956 aan de onderscheidene Regeringen een vragenlijst te zenden betreffende de totale hoeveelheden wapens die zij in voorraad houden en de programma's welke zijn gericht op de vergroting van de bestaande voorraden.

Zodra de antwoorden op deze vragenlijsten bij het Agentschap zijn ingekomen, zal het in staat zijn, toezicht « op stukken », d.w.z. op bescheiden uit te oefenen.

Voor het toezicht « ter plaatse » daarentegen, dat geschiedt door bezoeken, steekproeven en inspecties, moet eerst aan bepaalde voorwaarden voldaan zijn.

1. L'Agence ne pourra procéder à aucun contrôle « sur place » aussi longtemps que ne seront pas déterminées les unités militaires et les usines d'armements qui sont soumises à son contrôle.

Conformément à l'article 5 du Protocole n° II des Accords de Paris, les experts se préoccupent de la négociation d'accords qui doivent fixer l'importance des effectifs et des armements des forces de défense intérieure et de police des Etats membres, soumises au contrôle de l'Agence.

2. Conformément à l'article XI du Protocole n° IV des Accords de Paris, le Directeur doit soumettre au Conseil de l'U.E.O. des règlements détaillés sur la façon dont sont organisés les sondages, visites et inspections dans les usines, les dépôts et auprès des forces de défense intérieure et de police.

Des projets de règlement sont actuellement soumis à l'attention du Conseil et il y a tout lieu d'espérer qu'ils seront adoptés dans quelques semaines. La détermination précise de la nature et de l'étendue des pouvoirs des fonctionnaires qui seront chargés d'effectuer les contrôles soulève encore certaines difficultés.

3. L'article XI du Protocole n° IV des Accords de Paris spécifie qu'une garantie d'ordre juridictionnel appropriée sera organisée au profit des industriels lésés dans le cas où l'Agence de contrôle leur causerait un dommage par l'une ou l'autre action.

Il est actuellement envisagé de faire assurer par une instance juridictionnelle de caractère international la garantie prévue en faveur des industriels. Les bons offices de la Cour de Justice de la CECA seront probablement sollicités.

Ce n'est donc que lorsque ces conditions préalables auront trouvé une solution que l'Agence sera en mesure d'effectuer les missions de contrôle « sur place » pour lesquelles elle a été créée.

1. Het Agentschap kan geen toezicht « ter plaatse » houden, zolang niet de militaire eenheden en de wapenfabrieken zijn bepaald die aan zijn toezicht zijn onderworpen.

In uitvoering van artikel 5 van het Protocol n° II bij de Akkoorden van Parijs onderhandelen de deskundigen thans over de overeenkomsten, waarbij de sterkte en de bewapening zullen worden vastgesteld van de territoriale strijdkrachten en van de politietroepen van de Staten-leden, die aan het toezicht van het Agentschap zijn onderworpen.

2. Krachtens artikel XI van het Protocol n° IV bij de Akkoorden van Parijs moet de Directeur voorstellen doen ten aanzien van de in bijzonderheden uitgewerkte regelen voor het verrichten van de steekproeven, bezoeken en inspecties in de fabrieken en depots en bij de territoriale en politie-strijdkrachten.

Op dit ogenblik zijn ontwerpen van regelingen aan de Raad onderworpen en naar verwachting zullen die over enkele weken aangenomen zijn. De nauwkeurige vaststelling van de aard en de omvang van de bevoegdheden der ambtenaren die met het toezicht zullen worden belast, levert nog enkele moeilijkheden op.

3. Artikel XI van het Protocol n° IV bij de Akkoorden van Parijs bepaalt nader dat in een behoorlijke rechtsbescherming van de benadeelde industriëlen zal worden voorzien voor het geval dat het Agentschap hun door de ene of andere werkzaamheid schade mocht berokkenen.

Het ligt in de bedoeling die rechtsbescherming van de industriëlen toe te vertrouwen aan een internationaal rechtscollege. Waarschijnlijk zal een beroep worden gedaan op het Hof van Justitie van de E.G.K.S.

Het is dus eerst wanneer een oplossing zal gevonden zijn voor deze voorafgaande voorwaarden, dat het Agentschap in staat zal zijn de opdrachten van controle « ter plaatse » te volbrengen, waarvoor het werd ingesteld.

(134)

ANNEXE II.

ASSEMBLEE CONSULTATIVE
DU CONSEIL DE L'EUROPE

—
LE PRESIDENT

Strasbourg, 30 novembre 1955.

Monsieur le Président,

En exécution d'une directive de l'Assemblée, j'ai l'honneur de vous transmettre la recommandation 84, adoptée par l'Assemblée Consultative le 25 octobre 1955, et relative à la simplification des formalités de frontière pour les voyageurs.

En conformité du Statut du Conseil de l'Europe le Comité des Ministres a été saisi de cette recommandation et l'étudie en ce moment. Cependant l'Assemblée a estimé utile, étant donné la nature des questions traitées dans sa recommandation, de la porter également à la connaissance des Parlements des Etats membres du Conseil de l'Europe. Je vous serais reconnaissant de vouloir bien, suivant la procédure que vous estimerez la plus appropriée, la communiquer à l'Assemblée que vous présidez, ou si vous le jugez préférable, à la commission compétente de celle-ci. Je vous en remercie bien vivement.

Voulez-vous agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

(s.) Guy MOLLET.

(24)

BIJLAGE II

RAADGEVENDE VERGADERING
VAN DE RAAD VAN EUROPA

—
DE VOORZITTER

Straatsburg, 30 November 1955.

Mijnheer de Voorzitter,

In uitvoering van een richtlijn van de Vergadering, heb ik de eer U de aanbeveling 84 toe te zenden, die op 25 October 1955 door de Raadgevende Vergadering werd aangenomen en betrekking heeft op de vereenvoudiging van grensformaliteiten voor reizigers.

Overeenkomstig het Statuut van de Raad van Europa, is die aanbeveling aanhangig gemaakt bij het Comité van Ministers, dat het stuk op dit ogenblik bestudeert. De Vergadering heeft het evenwel nuttig geacht, gelet op de aard van de in die aanbeveling behandelde kwesties, ze eveneens ter kennis te brengen van de Parlementen der Staten-leden van de Raad van Europa. Ik zou U dank weten dit stuk, volgens de procedure die U het meest geschikt acht, te willen mededelen aan de Vergadering die U voorzit of, indien U het verkieslijk acht, aan de bevoegde Commissie.

Met mijn oprechte dank, gelieve te aanvaarden, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering van mijn zeer bijzondere hoogachting.

(w.g.) Guy MOLLET.

Rapport de la Commission des Questions juridiques et administratives sur la communication du Comité des Ministres relative à la simplification des formalités de frontière.
(Document 346.)

1. Votre Commission des Questions juridiques et administratives a étudié avec soin, par l'entremise de sa sous-commission chargée de l'étude de la simplification des formalités de frontière, la communication du Comité des Ministres (document 346). La lecture de ce document n'est ni impressionnante ni réconfortante et, en dépit de bonnes paroles, l'effet total des décisions prises par le Comité des Ministres est fort modeste.

2. Votre Commission estime en outre que l'on n'a pas accordé une attention suffisante aux deux recommandations adoptées par l'Assemblée au sujet des formalités de frontière, les Recommandations 51 et 59. Il apparaît très clairement que les Délégués des Ministres se sont contentés de recueillir les vues de leurs administrations nationales et de reproduire les prétextes habituels qu'invoquent celles-ci pour ne rien faire, estimant au fond que les formalités de frontière doivent être considérées comme des inconvénients naturels de l'existence. L'avis détaillé du Comité des Ministres annexé à la Résolution (55) 8 ne constitue qu'une compilation d'objections d'ordre technique, aucun effort n'ayant été fait pour en évaluer la signification et l'importance exactes au regard des avantages indubitables que l'adoption des propositions de l'Assemblée apporterait aux populations de nos pays et à l'ensemble de la communauté européenne.

3. La façon dont a été traitée cette question n'est pas pour apaiser l'inquiétude de l'Assemblée à l'égard des travaux du Comité des Ministres, d'autant moins que la question de la simplification des voyages, qui ne prête à aucune controverse, est relativement aisée à résoudre si on la compare aux problèmes infiniment plus complexes qui ont été soulevés au sein du Conseil de l'Europe. Votre Commission croit devoir attirer l'attention de l'Assemblée sur les points suivants qui révèlent de graves insuffisances dans le rapport du Comité des Ministres et dans ses méthodes de travail.

4. *Visas.* La suppression presque complète des visas entre les Etats membres du Conseil de l'Europe est signalée comme un résultat remarquable,

Verslag van de Commissie voor Juridische en Administratieve Aangelegenheden over de mededeling van het Comité van Ministers met betrekking tot de vereenvoudiging van de grensformaliteiten (Stuk 346).

1. Uw Commissie voor juridische en administratieve aangelegenheden heeft, door tussenkomst van haar subcommissie belast met de studie van de vereenvoudiging der grensformaliteiten, de mededeling van het Comité van Ministers (stuk 346) zorgvuldig bestudeerd. Dit stuk is noch indrukwekkend, noch bemoedigend en, ondanks de mooie woorden hebben de beschikkingen van het Comité van Ministers slechts zeer bescheiden gevolgen.

2. Uw Commissie is bovendien van oordeel dat er geen voldoende aandacht werd geschonken aan de twee door de Vergadering goedgekeurde aanbevelingen in verband met de grensformaliteiten, nl. de Aanbevelingen 51 en 59. Het blijkt zeer duidelijk dat de afgevaardigden van de Ministers zich er mede vergenoegd hebben hun regeringsinstanties te raadplegen en een plaats hebben ingeruimd aan de voorwendsels waarachter deze zich gewoonlijk verschuilen om niets te doen, daar zij in de grond van oordeel zijn dat de grensformaliteiten als natuurlijke ongemakken van het leven moeten worden beschouwd. Het omstandig advies van het Comité van Ministers dat bij de resolutie (55) 8 gaat, is slechts een verzameling van technische bezwaren, daar geen enkele inspanning werd gedaan om er de juiste betekenis en het werkelijk belang van te bepalen ten aanzien van de voordelen die ongetwijfeld uit de goedkeuring van de voorstellen der Vergadering zouden voortvloeien voor de bevolking van onze landen en voor de Europese gemeenschap in haar geheel.

3. De wijze waarop deze aangelegenheid werd behandeld, is niet van die aard dat zij de bezorgdheid van de Vergadering ten overstaan van de werkzaamheden van het Comité van Ministers kan wegnemen, des te minder daar het vraagstuk van de vereenvoudiging der reizen, dat tot geen enkele betwisting aanleiding geeft, vrij gemakkelijk op te lossen is wanneer men het vergelijkt met de oneindig ingewikkelder vraagstukken die in de Raad van Europa te berde kwamen. Uw Commissie meent de aandacht van de Vergadering te moeten vestigen op de volgende punten, die ernstige tekortkomingen in het verslag van het Comité van Ministers en in de werkmethode ervan verraden.

4. *Visa.* De bijna volledige afschaffing van de visa tussen de staten-leden van de Raad van Europa wordt als een werkwaardig resultaat voorge-

mais, en fait, il a fallu plus de trois ans pour y parvenir et le facteur décisif a été l'abolition unilatérale des visas par la République Fédérale d'Allemagne. La déclaration selon laquelle la Grèce, l'Islande, l'Irlande, le Luxembourg, la Sarre et la Turquie se sont engagés à supprimer les visas d'ici le 1^{er} janvier 1956, ne correspondait pas non plus à la situation réelle lorsque le Document 346 a été transmis à l'Assemblée. En fait à cette date, le Luxembourg avait déjà supprimé les visas en ce qui concerne tous les pays membres et il en était de même de la Grèce, de l'Islande, de l'Irlande, de la Sarre et de la Turquie, sauf dans cinq cas maintenant réduits à trois qui sont mentionnés dans le projet de recommandation soumis à l'Assemblée. Les termes employés par le Comité des Ministres donnent une impression complètement inexacte. Enfin, il est tout à fait insuffisant de dire, en réponse à une recommandation de l'Assemblée, que « la grande majorité » des Etats membres ont supprimé les visas dans le cas de l'Autriche et que « plusieurs » l'ont fait dans le cas de la Finlande et du Portugal. Le Comité des Ministres devrait exposer clairement et exactement à quels Etats se réfèrent ces termes vagues.

5. *Passeports.* A la proposition de l'Assemblée tendant à la suppression des passeports pour les voyages entre Etats membres et à la reconnaissance immédiate, comme titre de voyage valable, dans les cas appropriés, de la carte d'identité délivrée dans la plupart des pays membres, le Comité des Ministres répond par un éloge du passeport. C'est ainsi que, selon le Comité des Ministres, « il n'est aucun pays membre où le passeport soit trop coûteux ou difficile à obtenir ». Le Comité des Ministres sait-il qu'un passeport coûte, en France et en Islande, deux mille francs (pour une validité de trois ans dans les deux pays) et qu'il revient à 1.150 francs en Italie (avec une validité d'un an seulement) ? Ne pense-t-il pas qu'un pareil débours représente quelque chose dans le budget d'un étudiant ou d'un ouvrier ? Sait-il, d'autre part, qu'en Italie la personne qui sollicite un passeport doit, à l'appui de sa demande, certifier, à l'aide de documents appropriés, qu'elle est en règle avec ses obligations familiales (autorisation éventuelle du père ou du conjoint), avec la justice (extrait du casier judiciaire) et avec l'Etat (autorisation éventuelle des autorités militaires) ? C'est parce que l'emploi de la carte d'identité, que l'on possède déjà ou que l'on peut obtenir facilement dans la plupart des Etats membres, représente un progrès considérable que l'Assemblée a recommandé, à titre d'étape intermédiaire, qu'elle soit plus généralement reconnue dans les cas appropriés comme titre de voyage valable.

steld, maar feitelijk heeft het meer dan drie jaar geduurd om dat resultaat te bereiken en de beslissende factor was de eenzijdige afschaffing van de visa door de Duitse Bondsrepubliek. De verklaring dat Griekenland, IJsland, Ierland, Luxemburg, Saarland en Turkije zich verbonden hebben de visa vóór 1 Januari 1956 af te schaffen, stemde evenmin overeen met de werkelijke toestand, toen het stuk 346 aan de Vergadering werd voorgelegd. Feitelijk had Luxemburg toen reeds de visa afgeschaft voor alle landen-leden en was zulks ook het geval voor Griekenland, IJsland, Ierland, Saarland en Turkije, behoudens in vijf, thans nog in drie, gevallen die in het ontwerp van aan de Vergadering voorgelegde aanbeveling zijn vermeld. De door het Comité van Ministers gebruikte bewoordingen geven een volslagen vals beeld. Ten slotte volstaat het hoegenaamd niet als antwoord op een aanbeveling van de Vergadering te zeggen dat « de grote meerderheid » van de staten-leden de visa hebben afgeschaft, waar Oostenrijk wordt bedoeld, en dat « verscheidene » staten-leden het hebben gedaan, wanneer het Finland en Portugal betreft. Het Comité van Ministers had klaar en duidelijk moeten zeggen op welke Staten die vage termen betrekking hadden.

5. *Paspoorten.* Als antwoord op het voorstel van de Vergadering om de paspoorten af te schaffen voor reizen binnen de staten-leden en om, in de passende gevallen, de identiteitskaart die in de meeste aangesloten landen wordt afgegeven, als geldig reisdocument te erkennen, heeft het Comité van Ministers de lof van het paspoort gemaakt. Aldus is er, volgens het Comité van Ministers, « geen aangesloten land waar een paspoort te duur of moeilijk verkrijgbaar zou zijn ». Weet het Comité van Ministers dat een paspoort in Frankrijk en IJsland twee duizend frank kost (voor een geldigheidsduur van drie jaar in beide landen) en 1.150 frank in Italië (voor een geldigheidsduur van slechts één jaar) ? Meent het niet dat zulk een uitgave toch wel iets betekent voor een student of een arbeider ? Weet het anderzijds dat, in Italië, degene die een paspoort aanvraagt, tot staving van zijn aanvraag met de passende stukken moet bewijzen dat hij in regel is met zijn gezinsverplichtingen (eventuele machtiging van de vader of van de echtgenoot), met de justitie (uittreksel uit het strafregister) en met de Staat (eventuele machtiging van de militaire overheden) ? Juist omdat het gebruik van de identiteitskaart, die men reeds bezit of in de meeste staten-leden gemakkelijk kan verkrijgen, een grote vooruitgang betekent, heeft de Vergadering, als tussenstadium, aanbevolen dat zij in de passende gevallen meer algemeen als geldig reisdocument zou worden erkend. Het stoort Uw

Votre Commission s'inquiète de trouver de telles inexactitudes dans un rapport ministériel.

Etant données les concessions que, d'après ses renseignements, divers gouvernements envisagent actuellement, il lui paraît difficile de croire que ce rapport représente vraiment l'opinion réfléchie des gouvernements membres.

6. *Tolérances douanières.* Le Comité des Ministres fait erreur lorsqu'il prétend que « la décision de l'O.E.C.E. du 30 avril 1954 (*document C (53) 320 déf. ci-annexé*), prévoit des tolérances plus grandes que celles que l'Assemblée a recommandées ». Cette décision qui, d'ailleurs n'était pas annexée au *document 346*, permet l'admission en franchise de souvenirs importés *en transit* dans les bagages du touriste pour une valeur maximum de 50 dollars dans le cas des ressortissants de pays européens. La proposition de l'Assemblée prévoyait une tolérance minimum permettant à tous les voyageurs d'importer en franchise, non pas en transit, mais à titre d'importation définitive, des marchandises destinées à leur consommation personnelle pour une valeur maximum de 20 dollars. Comme il est expliqué dans le *rapport de la Commission des Questions juridiques et administratives, doc. 201*, les pays scandinaves, en adoptant récemment leur nouveau système, ont constaté que la reconnaissance officielle d'une telle tolérance (50 dollars), qui correspond aux besoins normaux du touriste, leur a permis de réduire les contrôles douaniers des voyageurs à des sondages, c'est-à-dire que 4 p. c. environ des voyageurs sont questionnés, les autres passant le contrôle sans aucune formalité. C'est cette mesure radicale, introduite avec succès dans les pays scandinaves, que l'Assemblée demande au Comité des Ministres de bien vouloir étudier. Le Comité des Ministres cite par ailleurs l'opinion du Conseil administratif pour les Règlements douaniers de l'Union douanière de Benelux. Il est significatif que le Gouvernement belge, ayant mentionné les difficultés inhérentes à la proposition, déclare que « les autorités belges se prêteront toutefois à un nouvel examen de la question à la lumière des développements qu'elle pourrait prendre dans le cadre du Conseil de l'Europe ». Enfin, votre Commission ne peut suivre le Comité des Ministres lorsqu'il prétend que la situation est différente dans les pays scandinaves et que l'exemple de ces pays « donne une impression trop optimiste ». Le Comité des Ministres voudrait-il donner des exemples à l'appui de cette affirmation et expliquer en détail pourquoi et comment la situation est, selon eux, si différente? Les membres scandinaves de la Commission affirment qu'une large opposition s'était manifestée dans leur pays lorsque les réformes furent proposées mais que tout le monde aujourd'hui, y compris les administrations intéressées, admet que le nouveau système fonctionne parfaitement.

Commissie dergelijke onjuistheden in het ministerieel verslag aan te treffen.

Gelet op de toegevingen die de onderscheidene regeringen, blijkens haar inlichtingen, thans voornemens zijn te doen, is het moeilijk aan te nemen dat het verslag werkelijk de goed overwogen zienswijze van de aangesloten regeringen weergeeft.

6. *Douane-toleranties.* Het Comité van Ministers vergist zich wanneer het beweert dat « de beschikking van de O.E.E.S. dd. 30 April 1954 (*doc. C (53) 320, def., hierbij ingesloten*) ruimere toleranties inhoudt dan de Vergadering heeft aanbevolen ». Krachtens deze beschikking, die overigens niet bij *document 346* gevoegd was, genieten de toeristen uit Europese landen, vrijdom voor het *doorvoeren* van souvenirs die zij in hun bagage medenemen, en dit tot een maximale waarde van 50 dollar. Het voorstel van de Vergadering voorzag in een minimale tolerantie in deze zin dat alle reizigers niet in transit, maar definitief, goederen voor hun persoonlijk gebruik tolvrij zouden kunnen invoeren tot een maximale waarde van 20 dollar. Zoals in het *verslag der Commissie voor Juridische en Administratieve Aangelegenheden, doc. 201*, wordt verklaard, hebben de Scandinavische landen, die onlangs een nieuwe regeling hebben getroffen, bevonden dat de officiële erkenning van een dergelijke tolerantie (50 dollar), die aan de gewone behoeften van de toeristen tegemoet komt, hun de mogelijkheid gaf om de grenscontrole op de reizigers tot steekproeven te beperken, d.w.z. dat circa 4 pct. van de reizigers worden ondervraagd, terwijl de overigen zonder enige formaliteit worden doorgelaten. Deze radicale maatregel, welke in de Scandinavische landen met succes is ingevoerd, wil de Vergadering nu aan het Comité van Ministers in overweging geven. Het Comité van Ministers beroept zich trouwens op de mening van de Administratieve Raad voor de douaneregelingen van de Benelux-douane-unie. Het is kenschetsend dat de Belgische Regering, na vermelding van de moeilijkheden die het voorstel uiteraard oplevert, verklaart dat « de Belgische overheden deze aangelegenheid echter opnieuw willen onderzoeken, in het licht van de ontwikkeling die zij in het kader van de Raad van Europa nog zou kennen ». Ten slotte kan uw Commissie het Comité van Ministers niet volgen wanneer het beweert dat de toestand in de Scandinavische landen anders is en dat het voorbeeld van deze landen « een al te optimistische indruk wekt ». Zou het Comité van Ministers voorbeelden willen geven om deze bewering te staven en in bijzonderheden verklaren waarom en hoe de toestand volgens hen anders is? De Scandinavische leden van de Commissie zeggen dat er veel verzet in hun land gekomen was toen deze hervormingen werden voorgesteld, maar dat thans iedereen, de betrokken administraties inbegrepen, erkent dat het nieuwe systeem geheel voldoet.

7. *Formalités de frontière applicables aux véhicules automobiles.* Selon le Comité des Ministres, votre Commission aurait reconnu le caractère révolutionnaire des propositions contenues aux paragraphes 1 à 4 de la Recommandation 59. Aucune déclaration de ce genre n'a jamais été faite. En réalité, votre Commission, ayant simplement prévu que la suppression immédiate des documents douaniers pourrait être considérée comme une mesure trop révolutionnaire pour être acceptable à certains Etats-membres, avait proposé, à titre de mesures transitoires, la création d'un titre d'importation temporaire européen analogue au titre d'importation temporaire scandinave. En dehors de cette remarque, le Comité des Ministres semble faire montre d'une impuissance totale à l'égard de ces propositions. Il exprime à leur sujet une certaine sympathie, mais il ne fait que reproduire et classer des arguments visant à défendre la situation peu satisfaisante actuelle. Le Comité des Ministres semble avoir de bonnes intentions, mais il paraît être dans l'impossibilité absolue de se libérer des avis émis par les intérêts en cause et d'aborder le problème avec énergie et dans un esprit nouveau.

Enfin, le Comité des Ministres ignore apparemment si l'Accord de Genève du 16 juin 1949, mentionné au titre B de la Recommandation 59, a été rendu caduc par l'accord conclu le 4 juin 1954 par la Conférence douanière des Nations Unies. Les raisons pour lesquelles l'Assemblée est invitée à se pencher et à donner son opinion sur la question de l'adhésion du Gouvernement irlandais à l'un ou l'autre accord ne sont pas très claires. C'est évidemment au Gouvernement irlandais qu'il appartient de prendre une décision en cette matière. Il apparaît que le deuxième de ces instruments a pratiquement pour effet de mettre en vigueur sur une base mondiale l'accord de Genève du 16 juin 1949 conclu entre puissances européennes.

8. Le Comité des Ministres a renvoyé à l'Assemblée, pour nouvel examen, les Recommandations 51 et 59. Votre Commission estime que les idées progressives qu'elle défend doivent s'imposer. La nécessité de ces réformes et le sentiment qu'on a tardé à les appliquer sont largement reconnus dans les pays membres. La Commission a donc reconsidéré ses propositions initiales et décidé de présenter un nouveau projet de recommandation demandant au Comité des Ministres de reprendre l'étude de la question des mesures propres à faciliter les voyages et de rechercher activement un accord; c'est ainsi que les actes du Comité des Ministres pourraient correspondre aux sentiments exprimés dans la lettre de M. Hadji Vassiliou. Votre Commission compte que le Comité des Mi-

7. *Grensformaliteiten voor autovoertuigen.* Volgens het Comité van Ministers zou uw Commissie het revolutionaire karakter van de voorstellen in de paragrafen 1 tot 4 van de Aanbeveling 59 erkend hebben. Geen enkele verklaring van dat soort werd ooit afgelegd. In feite had uw Commissie eenvoudig voorzien dat de onmiddellijke afschaffing van de toldocumenten beschouwd zou kunnen worden als een te revolutionaire maatregel om voor sommige Staten-leden aanvaardbaar te zijn, en zij had derhalve bij wijze van overgangmaatregel voorgesteld, een Europese tijdelijke invoervergunning tot stand te brengen, naar het voorbeeld van de Scandinavische tijdelijke invoervergunning. Op deze opmerking na schijnt het Comité van Ministers blijk te geven van een totale onmacht tegenover die voorstellen. Het geeft in dit verband uiting aan een zekere sympathie, doch het vermeldt en classificeert alleen de argumenten ter verdediging van de huidige, weinig bevredigende toestand. Het Comité van Ministers schijnt wel goede bedoelingen te hebben, doch zich volstrekt niet te kunnen losmaken van de adviezen van de betrokken belangengroepen, noch het vraagstuk krachtadig en in een nieuwe geest te kunnen aanpakken.

Ten slotte weet het Comité van Ministers schijnbaar niet dat het Akkoord van Genève van 16 Juni 1949, waarvan sprake in titel B van de Aanbeveling 59, vervallen is ingevolge de overeenkomst die op 4 Juni 1954 door de Douanekonferentie van de Verenigde Naties werd afgesloten. Het is niet erg duidelijk waarom de Vergadering uitgenodigd wordt de kwestie van de toetreding van de Ierse regering tot een van beide akkoorden te onderzoeken en er haar opinie over te geven. Het spreekt vanzelf dat de beslissing terzake bij de Ierse regering berust. Het blijkt dat het tweede akkoord er praktisch toe leidt het eerste, n.l. dat van Genève d.d. 16 Juni 1949, afgesloten tussen Europese mogendheden, op een wereldbasis van kracht te maken.

8. Het Comité van Ministers heeft de Aanbevelingen 51 en 59 voor een nieuw onderzoek naar de Vergadering verwezen. Uw Commissie meent dat de vooruitstrevende gedachten die daarin voorkomen, ingang moeten vinden. De noodzaak van die hervormingen wordt in de aangesloten landen in het algemeen erkend en het gevoelen overheerst er dat men de toepassing er van heeft uitgesteld. De Commissie heeft dus haar oorspronkelijke voorstellen in hernieuwde overweging genomen en besloten een nieuwe ontwerp-aanbeveling in te dienen om het Comité van Ministers te verzoeken de maatregelen ter vergemakkelijking van de reizen opnieuw in studie te nemen en actief naar een overeenkomst te zoeken; aldus zouden de handelingen van het Comité van Ministers

nistres soumettra la question à une étude approfondie qui l'amènera à modifier son attitude et à prendre des mesures propres à faciliter les voyages en Europe, contribuant ainsi à l'unification européenne.

9. En rédigeant cette recommandation, votre Commission a décidé de faire un choix et de s'en tenir aux passeports, aux visas, aux formalités d'importation temporaire des véhicules automobiles particuliers et aux méthodes de contrôle des titres de voyage aux frontières. Les propositions contenues dans le projet de recommandation n'appellent pas de commentaires. Des explications complètes ont été fournies dans les deux rapports antérieurs de votre Commission, le document 201 du 22 septembre 1953 (rapport sur la simplification des formalités de passeports, de contrôle douanier et de contrôle des devises) et le document 240 du 20 mai 1954 (rapport sur la simplification des formalités de frontière applicables aux véhicules automobiles particuliers). Cela ne signifie pas bien entendu que l'Assemblée doit se désintéresser des questions douanières et monétaires. Si nous nous sommes limités c'est pour sérier les problèmes et c'est aussi parce que nous voulons nourrir l'espoir que l'actuelle conférence intergouvernementale créée par la Conférence de Messine pourra donner des résultats conformes aux désirs de l'Assemblée.

10. Votre Commission tient à attirer l'attention de l'Assemblée sur le projet de directive annexé au projet de recommandation et, notamment, sur l'invitation qui est faite à tous les Représentants de déposer toutes motions qu'ils jugeraient utiles au sein de leurs parlements respectifs et de prendre toutes autres mesures susceptibles d'inciter leurs gouvernements à agir promptement à l'égard de cette recommandation. Il importe particulièrement que l'opinion publique fasse pression sur les gouvernements, par l'entreprise des parlementaires, en faveur de l'action unilatérale que préconise votre Commission en tant que méthode susceptible d'aboutir rapidement à des résultats. Votre Commission est déterminée, en ce qui la concerne, à déployer tous les efforts possibles pour que soient prises rapidement des mesures de simplification hardies et générales. Elle signale à ce propos à l'Assemblée qu'après la création du Comité interparlementaire scandinave en 1952, une Commission interparlementaire en France, présidée par M. Pinton, et une sous-commission de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag, présidée par

kunnen overeenstemmen met de gevoelens waaraan uitdrukking is gegeven in de brief van de h. Hadji Vassiliou. Uw Commissie rekent er op, dat het Comité van Ministers de zaak grondig zal onderzoeken en aldus tot een andere houding zal komen en maatregelen nemen ter vergemakkelijking van de reizen in Europa, als een bijdrage tot de Europese eenmaking.

9. Tijdens het opstellen van die aanbeveling heeft uw Commissie besloten een keuze te doen en zich te beperken tot de paspoorten, visa, formaliteiten voor tijdelijke invoer van particuliere motorvoertuigen en controlemethoden op de reisdocumenten aan de grenzen. De voorstellen in het ontwerp-aanbeveling behoeven geen commentaar. Alle ophelderingen zijn te vinden in de twee vorige verslagen van uw Commissie, n.l. het document 201 van 22 September 1953 (verslag over de vereenvoudiging van de formaliteiten inzake paspoorten, douane- en deviezencontrole) en het document 240 van 20 Mei 1954 (verslag over de vereenvoudiging van de grensformaliteiten voor particuliere motorvoertuigen). Wel te verstaan betekent zulks niet dat de Vergadering haar belangstelling moet ontzeggen aan de douane- en monetaire kwesties. Wij hebben ons beperkt om de vraagstukken stuk voor stuk aan de beurt te laten komen en ook omdat wij de hoop durven koesteren dat de huidige intergouvernementele conferentie, opgericht tijdens de Conferentie van Messina, resultaten zal opleveren die tegemoetkomen aan de verlangens van de Vergadering.

10. Uw Commissie wil de aandacht van de Vergadering vestigen op de ontwerp-richtlijn die bij de ontwerp-aanbeveling gaat, en met name op de uitnodiging tot alle vertegenwoordigers om bij hun parlementen alle moties in te dienen die zij nuttig mochten achten en alle andere maatregelen te nemen die hun regeringen er kunnen toe aanzetten om spoedig gevolg te geven aan die aanbeveling. Van belang is vooral dat de openbare opinie, door de parlementsleden, druk zou uitoefenen op de regering, ten gunste van de eenzijdige actie welke door uw Commissie voorgestaan wordt als een methode die spoedig resultaten kan opleveren. Uw Commissie is, wat haar betreft, besloten al het mogelijke te doen opdat weldra doortastende en algemene vereenvoudigingsmaatregelen getroffen worden. Zij wijst er de Vergadering in dit verband op dat, na de instelling van het Scandinavisch Interparlementair Comité in 1952, een Interparlementaire Commissie tot stand kwam in Frankrijk, onder het voorzitterschap van de h. Pinton, en een subcommissie van de Commissie van Buitenlandse Zaken bij de Bondsdag,

(134)

M. Kiesinger, ont été constituées en vue d'étudier la simplification des formalités de frontière. Il est à espérer que des commissions analogues seront créées dans les autres pays membres, afin de stimuler les progrès vers la liberté de circulation en Europe, et qu'elles entretiendront des rapports suivis.

11. Le présent rapport a été examiné par la Commission des Questions juridiques et administratives le 15 octobre 1955. Il a été adopté à l'unanimité.

(30)

onder leiding van de h. Kiesinger, met het oog op de bestudering van de vereenvoudiging der grensformaliteiten. Het is te hopen dat soortgelijke commissies ook in de overige aangesloten landen ingesteld zullen worden ten einde de vrijheid van verkeer in Europa te stimuleren, en dat zij met elkaar geregelde betrekkingen zullen onderhouden.

11. Dit verslag werd op 15 October 1955 onderzocht door de Commissie voor Juridische en Administratieve Aangelegenheden. Het werd eenparig goedgekeurd.

RECOMMANDATION 84 (1955)*
*sur la simplification des formalités de frontière
 pour les voyageurs.*

L'Assemblée,

Ayant examiné la communication du Comité des Ministres relative à la simplification des formalités de frontière (Doc. 346) et le rapport de la Commission des Questions juridiques et administratives ci-annexé,

Estime que les Délégués des Ministres, en se bornant à consulter les administrations nationales et à reproduire leurs arguments souvent négatifs, ont négligé les avantages politiques que retirerait l'ensemble de la communauté européenne des mesures préconisées par l'Assemblée, et qu'ils n'ont pas exploité à fond toutes les possibilités de les mettre en œuvre ou de conclure des accords partiels dans les cas appropriés ;

Considère qu'il serait utile pour toutes les instances en cause que le Comité des Ministres, siégeant à l'échelon des ministres des Affaires étrangères, examine les propositions de l'Assemblée du point de vue de leur opportunité générale sur le plan politique et qu'il donne aux délégués des directives en conséquence afin de permettre un examen plus approfondi et plus prometteur des réformes envisagées ;

Souligne une fois de plus que l'opinion publique des pays membres réclame avec force des assouplissements dans les formalités applicables aux voyageurs et qu'un examen général de cette question ne saurait tarder plus longtemps ;

Rappelle au Comité des Ministres les heureuses conséquences de l'initiative prise par la République Fédérale d'Allemagne de supprimer unilatéralement les visas, initiative qui a été rapidement suivie de mesures réciproques de la part de tous les autres États membres, et exprime sa ferme conviction que la méthode la plus efficace et la mieux susceptible d'aboutir à des résultats rapides serait que les États désireux d'assouplir les formalités de voyage ne fassent pas de la réciprocité une condition préalable et nécessaire de leurs décisions ;

AANBEVELING 84 (1955)*
*nopens de vereenvoudiging van grensformaliteiten
 voor reizigers.*

De Vergadering,

Gelet op de mededeling van het Comité van Ministers inzake de vereenvoudiging van grensformaliteiten (doc. 346), en het hierbijgevoegde rapport van de Commissie voor Juridische en Administratieve Aangelegenheden (doc. 436).

Is van mening, dat de plaatsvervangers van de Ministers, door slechts regeringsinstanties te raadplegen en derzelver veelal negatieve argumenten weer te geven, geen oog hebben gehad voor het politieke belang, hetwelk er voor de Europese gemeenschap in haar geheel in zou zijn gelegen de door de Vergadering voorgestane maatregelen te aanvaarden, en niet grondig alle mogelijkheden hebben benut om deze te verwerken of om in daarvoor in aanmerking komende gevallen partiële akkoorden te sluiten ;

Overweegt, dat het voor alle betrokkenen van belang zou zijn, dat het Comité van Ministers — en wel de Ministers van Buitenlandse Zaken zelf — de voorstellen van de Vergadering aan een onderzoek onderwerpt uit een oogpunt van hun algemene politieke wenselijkheid en vervolgens aan de plaatsvervangers richtlijnen geeft om een meer diepgaand en optimistischer onderzoek van de beoogde hervormingen mogelijk te maken ;

Vestigt er andermaal de aandacht op, dat de openbare mening in de aangesloten landen sterk aandringt op vereenvoudiging van de voor reizigers geldende formaliteiten en dat deze aangelegenheid geen langer uitstel gedooft ;

Herinnert het Comité van Ministers aan de gunstige uitwerking van het door de Duitse Bondsrepubliek genomen initiatief tot eenzijdige afschaffing van visa, hetwelk spoedig werd gevolgd door wederkerige maatregelen van alle andere aangesloten landen, en spreekt als haar vaste overtuiging uit, dat de meest doeltreffende methode zou zijn, dat de landen, welke de reisformaliteiten willen verzachten, aan hun daartoe strekkende beslissingen niet tevoren de eis van wederkerigheid verbinden ;

* Cette recommandation a été adoptée par l'Assemblée au cours de sa 24^{ème} séance, le 25 octobre 1955 (voir Doc 436, projet de recommandation de la Commission des Questions juridiques et administratives et rapport présenté par M. Pinton, rapporteur).

* Deze aanbeveling werd door de Vergadering op 25 October 1955, tijdens haar 24^{de} zitting, aanvaard (zie Doc. 436, ontwerp van aanbeveling van de Commissie voor Juridische en Administratieve Zaken en verslag van de h. Pinton, verslaggever).

Invite le Comité des Ministres à donner suite sans délai aux recommandations suivantes, et demande que des renseignements sur les mesures prises par le Comité des Ministres et sur les résultats obtenus soient transmis à l'Assemblée aussitôt que possible et, au plus tard, lors de sa session de printemps ;

TITRE A.

Passeports.

Demeurant convaincue que l'objectif final du Conseil de l'Europe doit être la suppression complète du passeport pour les voyages entre les Etats membres ;

Rappelant notamment que la possibilité d'atteindre cet objectif a été démontré en pratique par les unions régionales de passeport établies entre les pays scandinaves ainsi qu'entre l'Irlande et le Royaume-Uni, initiatives qui ont été couronnées toutes deux d'un plein succès ;

Informée qu'il existe entre les pays du Benelux, entre la Belgique, le Luxembourg, la France et la Suisse, et entre la Belgique, le Luxembourg, la France et la Sarre, des arrangements spéciaux en vertu desquels le passeport n'est pas exigé, et les cartes d'identité ou les passeports périmés sont considérés comme titres offrant un moyen d'identification suffisant, et que ces arrangements spéciaux donnent entière satisfaction ;

Considérant l'annonce que le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne a accepté, sur la proposition de la sous-commission compétente de la Commission des Affaires étrangères du *Bundestag*, de renoncer, si nécessaire par décision unilatérale, à exiger un passeport des ressortissants de certains autres Etats membres, à condition qu'ils soient en possession d'une carte d'identité valable ;

Considérant que les Gouvernements de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg et de la Sarre ont fait savoir qu'ils étaient prêts à examiner la possibilité de prendre des mesures analogues, sous réserve de réciprocité,

Exprime l'avis que l'attitude favorable de ces pays constitue un point de départ satisfaisant pour des négociations qui devraient s'engager immédiatement, tout au moins entre certains pays voisins ;

Recommande au Comité des Ministres de prendre les mesures nécessaires pour que :

1. les Etats ou groupes d'Etats qui se sont montrés désireux de coopérer en vue de modifier les exigences actuelles en matière de passeports pour les nationaux des autres Etats membres, à

Nodigt het Comité van Ministers uit zonder verwijl gevolg te geven aan de hieronder volgende aanbevelingen en verzoekt, dat over de door het Comité getroffen maatregelen en de resultaten daarvan zo spoedig mogelijk en niet later dan tijdens de aanstaande voorjaarszitting, inlichtingen aan de Vergadering worden verstrekt ;

TITEL A

Paspoorten.

Blijvend overtuigd, dat de Raad van Europa ten slotte moet geraken tot volledige afschaffing van het paspoort voor reizen tussen de aangesloten landen ;

Met name in herinnering brengend, dat de mogelijkheid om dit doel te bereiken in de praktijk is aangetoond door de regionale paspoortunies tussen de Scandinavische landen en tussen Ierland en het Verenigd Koninkrijk, welke beide initiatieven met een volledig succes zijn bekroond ;

Kennis genomen hebbende van het feit, dat er tussen de Benelux-landen, tussen België, Luxemburg, Frankrijk en Zwitserland en tussen België, Luxemburg, Frankrijk en de Saar speciale regelingen getroffen zijn, krachtens welke geen paspoort is vereist, en identiteitskaarten of verlopen paspoorten voldoende identificatiemiddelen worden geacht, en dat deze speciale regelingen tot ieders voldoening werken ;

Gezien de aankondiging van de Duitse Bondsrepubliek van haar besluit — op voorstel van de bevoegde sub-commissie van de Commissie voor Buitenlandse Zaken van de Bondsdag — zo nodig eenzijdig ervan af te zien van de onderdanen van zekere andere aangesloten landen een paspoort te eisen, mits zij in het bezit zijn van een geldig identiteitsbewijs ;

Gezien het feit, dat de regeringen van België, Frankrijk, Italië, Luxemburg en de Saar hebben laten weten, dat zij bereid zijn de mogelijkheid te onderzoeken tot het treffen van analoge maatregelen, onder het voorbehoud van wederkerigheid ;

Is van mening, dat de welwillende houding van deze landen een geschikt uitgangspunt vormt voor onderhandelingen, welke onmiddellijk zouden moeten beginnen, althans tussen bepaalde buurlanden ;

Beveelt het Comité van Ministers aan maatregelen te nemen, opdat :

1. de landen of landengroepen, welke zich geneigd hebben getoond samen te werken om de huidige vereisten ten aanzien van paspoorten voor burgers van andere aangesloten landen te wij-

savoir la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, la République Fédérale d'Allemagne et la Sarre, entament immédiatement des négociations bilatérales ou multilatérales, sous les auspices du Comité des Ministres, en vue de mettre en œuvre ces propositions ;

2. les Etats désignés au paragraphe 1 examinent immédiatement la possibilité de prendre des mesures unilatérales, non seulement à l'égard des nationaux des autres Etats membres également désignés, mais aussi en ce qui concerne les nationaux de tous les autres Etats membres du Conseil de l'Europe ;

3. les Etats membres autres que ceux mentionnés au paragraphe 1 reconsidèrent immédiatement leur attitude à l'égard de cette question, que tous renseignements leur soient fournis sur le fonctionnement satisfaisant des arrangements visés au troisième considérant du présent titre, et qu'ils soient invités, s'ils le désirent, à assister, à titre d'observateurs, à des négociations bilatérales ou multilatérales entre parties intéressées ;

TITRE B.

Visas.

Constatant avec satisfaction, que pour les voyages d'affaires ou de tourisme d'une durée ne dépassant trois mois ou, dans certains cas, deux mois, les visas ont été supprimés entre tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, sauf entre la Grèce et l'Irlande, la Turquie et l'Irlande et la Turquie et la Sarre, exceptions qui doivent disparaître avant le 1^{er} janvier 1956 ;

Informée que la République Fédérale d'Allemagne se propose de supprimer complètement les visas, quelle que soit la durée du séjour que le visiteur envisage de faire dans le pays, et qu'en conséquence il ne sera plus nécessaire que les passeports, quand ils sont exigés, soient timbrés ou fassent invariablement l'objet d'un examen à l'entrée de la République Fédérale d'Allemagne ;

Considérant que les visas ordinaires ont également été supprimés en pratique pour les voyages entre tous les Etats membres, d'une part, et l'Autriche et la Suisse, d'autre part,

Recommande au Comité des Ministres de prendre les mesures nécessaires pour que :

1. les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait examinent la possibilité de supprimer complètement les visas, lorsqu'ils restent exigés pour des séjours d'une durée supérieure à deux ou trois mois effectués par des ressortissants d'autres Etats membres ;

zigen, te weten België, Frankrijk, Italië, Luxemburg, de Duitse Bondsrepubliek en de Saar, onmiddellijk bilateraal of multilateraal onder auspiciën van het Comité van Ministers onderhandelingen beginnen, ten einde deze voorstellen te verwezenlijken ;

2. de onder 1 genoemde landen terstond de mogelijkheid onderzoeken unilaterale maatregelen te treffen, niet slechts ten opzichte van onderdanen van de andere vermelde landen, doch eveneens ten aanzien van die van alle overige bij de Raad van Europa aangesloten landen ;

3. de andere aangesloten landen terstond hun houding ten opzichte van deze aangelegenheid in hernieuwde overweging nemen, hun alle inlichtingen worden verstrekt over de bevredigende werking van de in het derde lid van deze Titel bedoelde regelingen en zij, als zij dat wensen, worden uitgenodigd als waarnemers de bilaterale of multilaterale onderhandelingen tussen belanghebbende partijen bij te wonen ;

TITEL B

Visa.

Met voldoening vaststellend, dat voor zaken- of toeristenreizen, korter dan drie of, in bepaalde gevallen, twee maanden, de visa tussen de bij de Raad van Europa aangesloten landen zijn afgeschaft, behalve tussen Griekenland en Ierland, Turkije en Ierland en Turkije en de Saar, welke uitzonderingen vóór 1 Januari 1956 zullen verdwijnen ;

Kennis genomen hebbend van het feit, dat de Duitse Bondsrepubliek zich voorstelt de visa geheel af te schaffen, ongeacht de duur van het verblijf, en dat het mitsdien niet meer nodig zal zijn, dat paspoorten, indien vereist, worden afgestempeld of voortdurend worden gecontroleerd bij het betreden van het grondgebied van de Duitse Bondsrepubliek ;

Overwegende, dat de gewone visa in de praktijk eveneens zijn afgeschaft voor reizen tussen de bij de Raad van Europa aangesloten landen enerzijds en Oostenrijk en Zwitserland anderzijds ;

Beveelt het Comité van Ministers aan het nodige te verrichten, opdat :

1. de aangesloten landen, voor zover zij er niet reeds toe zijn overgegaan, de mogelijkheid overwegen tot volledige afschaffing van visa, wanneer deze nog vereist zijn voor verblijf van langer dan twee, respectievelijk drie maanden, van reizigers afkomstig uit andere aangesloten landen ;

2. lorsque cela n'a pas été déjà fait, les Etats membres recherchent immédiatement la possibilité de supprimer, sans insister nécessairement sur la réciprocité, les visas pour les voyages entre les Membres du Conseil de l'Europe et certains pays non membres, savoir l'Espagne, la Finlande, le Portugal et la Yougoslavie ;

3. l'on recherche activement la possibilité de supprimer, sans insister nécessairement sur la réciprocité, les visas pour les voyages entre les pays membres et un nombre aussi élevé que possible des pays non-européens avec lesquels ces Etats entretiennent des relations amicales ;

4. l'on examine la possibilité de conclure avec les Etats de l'Europe centrale et orientale des arrangements selon lesquels tous les gouvernements accorderaient les visas de tourisme avec plus de libéralité, en ce qui pourrait contribuer à créer une meilleure entente entre l'Est et l'Ouest, et constituerait une première étape vers la suppression finale des visas avec ces pays ;

TITRE C.

Véhicules automobiles.

Vu les observations des gouvernements membres sur la Recommandation 59 relative à la simplification des formalités de frontière applicables aux véhicules automobiles,

Regrette que le Comité des Ministres n'ait étudié que si superficiellement une question qui, en raison de l'accroissement constant de la circulation automobile internationale en Europe, revêt la plus haute importance et appelle des mesures témoignant d'imagination, et que quatre Gouvernements, ceux de la France, de l'Italie, du Luxembourg et de la Turquie, n'aient même pas fait connaître leurs vues sur les propositions de l'Assemblée ;

Ayant reçu l'assurance du système instauré il y a plus d'un an au Danemark et en Suède, selon lequel il n'est plus exigé de documents douaniers pour les importations temporaires de véhicules automobiles particuliers appartenant à des touristes en provenance d'un autre Etat scandinave et les formalités de frontière se limitent à la vérification occasionnelle des documents nationaux d'immatriculation du véhicule et du permis de conduire national du conducteur,

Invite le Comité des Ministres à réserver un examen sérieux et approfondi aux diverses propositions contenues au titre C de la Recommandation 59, propositions auxquelles l'Assemblée continue de souscrire entièrement, et à convoquer sans plus de retard le comité d'experts prévu dans cette recommandation ;

2. voor zover zulks nog niet is geschied, de aangesloten landen terstond de mogelijkheden nagaan om, zonder noodzakelijkerwijs op wederkerigheid aan te dringen, de visa af te schaffen voor reizen naar bepaalde niet aangesloten landen, te weten Spanje, Finland, Portugal en Joegoslavië.

3. actief de mogelijkheid wordt overwogen, zonder dat noodzakelijkerwijs op wederkerigheid wordt aangedrongen, de visa af te schaffen voor reizen tussen de aangesloten landen en een zo groot mogelijk aantal niet-Europese landen, waarmee de aangesloten landen vriendschappelijke betrekkingen onderhouden ;

4. de mogelijkheid wordt onderzocht, dat met de centraal- en Oost-Europese landen regelingen worden getroffen, volgens welke de regeringen royaler toeristenvisa zouden verstrekken dan tot dusverre, als een mogelijke bijdrage tot een betere verstandhouding tussen Oost en West en als een eerste stap naar algehele afschaffing van visa voor deze landen ;

TITEL C

Motorvoertuigen.

Gezien de opmerkingen van de regeringen over Aanbeveling 59 nopens de vereenvoudiging van douaneformaliteiten voor motorvoertuigen ;

Betreurt het, dat het Comité van Ministers dit probleem, dat met het oog op de voortdurende toeneming van het internationale motorverkeer in Europa van het allergrootste belang is en dat om vooruitziende maatregelen vraagt, zo oppervlakkig behandeld heeft en dat vier regeringen, nl. die van Frankrijk, Italië, Luxemburg en Turkije, zelfs geen reactie hebben laten horen ;

In het bezit van de stellige verzekering, dat het meer dan een jaar geleden in Denemarken en Zweden ingevoerde systeem, waarbij in het geval van tijdelijke invoer van particuliere motorvoertuigen uit andere Scandinavische landen geen douanedocumenten meer nodig zijn en grensformaliteiten teruggebracht zijn tot een incidentele controle van de nationale registratieformulieren van motorvoertuigen en van het nationale rijbewijs van de bestuurder, een volledig succes is ;

Doet een beroep op het Comité van Ministers om een weloverwogen en grondige studie te maken van de verschillende voorstellen in paragraaf C van Aanbeveling 59, die de Vergadering nog steeds ten volle onderschrijft, en het comité van deskundigen, bedoeld in die aanbeveling, onverwijld bijeen te roepen ;

Demande que, si certains gouvernements estiment vraiment, en dépit des preuves du contraire fournies par les Etats scandinaves, que les propositions de l'Assemblée « risquent d'occasionner de sérieuses fraudes », ils expérimentent ces nouveaux arrangements pendant une période d'essai de six mois ou d'un an, à titre de concession temporaire ; et

Renouvelle le vœu que les Etats membres envisagent à tout moment de prendre des mesures unilatérales ;

TITRE D.

Contrôle des titres de voyage.

Compte tenu du succès éclatant obtenu par le système de passage des frontières institué dans les pays scandinaves, où il n'existe aucun contrôle d'identité pour les Scandinaves aux frontières intrascandinaves ;

Considérant qu'en attendant l'adoption de mesures similaires dans les autres Etats européens, l'accroissement considérable de la circulation touristique exige l'adoption d'un système de contrôle par sondage, ce qui signifierait que, dans un nombre aussi élevé que possible d'Etats membres, notamment aux postes-frontière où le trafic est le plus intense, par exemple à Kehl, une partie seulement des touristes (5 p. c. par exemple) seraient effectivement contrôlés ;

Soulignant que l'on n'entend en aucune façon réduire les pouvoirs réglementaires actuels des services de police des frontières, et que les concessions envisagées pourraient être supprimées à tout moment en cas de nécessité exceptionnelle,

Recommande au Comité des Ministres de prendre les mesures nécessaires pour que, en attendant la suppression complète des contrôles d'identité au moins entre pays voisins, les Etats membres assouplissent leur procédure de contrôle frontalier des documents d'identité des touristes en provenance des autres Etats membres et procèdent dorénavant par sondages occasionnels, ce système devant intervenir immédiatement entre Etats voisins en ce qui concerne les nationaux de ces Etats.

Verzoekt — indien bepaalde regeringen, ondanks het door de Scandinavische landen geleverde bewijs van het tegendeel, van mening zijn, dat de voorstellen van de Vergadering « het risico van ernstige fraude scheppen » — dat aan de nieuwe regelingen een proeftijd van 6 maanden of één jaar wordt gegund bij wijze van tijdelijke concessie ; en

Geeft nogmaals de wens te kennen, dat de mogelijkheid van unilateraal optreden steeds voor ogen gehouden wordt.

TITEL D

Contrôle van reisdocumenten.

Gezien het succes van de onlangs in de Scandinavische landen ingevoerde regel, dat er geen enkele identiteitscontrole is voor Scandinaviërs aan de binnen-Scandinavische grenzen ;

Overwegende, dat in afwachting van het overgaan tot soortgelijke maatregelen in andere Europese landen, de grote toeneming van het toeristenverkeer een systeem van steekproeven noodzakelijk maakt, waarbij slechts een klein deel van de bona-fide-toeristen, b.v. 5 pct., naar hun reisdocumenten wordt gevraagd, met name aan de drukste grensposten, b.v. te Kehl ;

Erop wijzende, dat hierdoor aan de wettelijke bevoegdheden van de grenspolitie geenszins te kort zou worden gedaan en dat de voorgestelde versoepeling in noodgevallen te allen tijde ingetrokken kan worden ;

Beveelt het Comité van Ministers aan, dat tot het tijdstip, waarop de identiteitscontrole, althans tussen buurlanden, afgeschaft kan worden, de aangesloten landen soepeler te werk zullen gaan bij de grenscontrole van identiteitspapieren van toeristen uit andere aangesloten landen en overgaan tot een systeem van steekproeven, en wel terstond, voor zover het buurlanden betreft.